



WFP  
Programme  
alimentaire  
mondial

SAUVER  
DES VIES  
CHANGER  
LES VIES

# Congo

## Rapport annuel de pays 2022

---

Plan stratégique de pays  
2019 - 2024

# Sommaire

<b>Aperçu</b> .....	<b>3</b>
<b>Contexte et opérations</b> .....	<b>7</b>
GESTION DES RISQUES .....	9
<b>Partenariats</b> .....	<b>10</b>
<b>Aperçu Financier du PSP</b> .....	<b>12</b>
<b>Performances du programme</b> .....	
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 01.....	16
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 02.....	19
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 03.....	22
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 04.....	24
EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 05.....	25
<b>Résultats transversaux</b> .....	<b>26</b>
PROGRÈS VERS L'ÉGALITÉ DES SEXES .....	26
PROTECTION ET REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES.....	27
ENVIRONNEMENT .....	29
<b>Notes relatives aux données</b> .....	<b>30</b>
<b>Annexe</b> .....	<b>33</b>
COMMUNICATION D'INFORMATIONS SUR LES BÉNÉFICIAIRES DANS LES RAPPORTS ANNUELS DE PAYS DU PAM.....	33
<b>Chiffres et Indicateurs</b> .....	<b>34</b>
CONTRIBUTION DU PAM AUX ODD.....	34
BÉNÉFICIAIRES PAR SEXE ET GROUPE D'ÂGE .....	34
BÉNÉFICIAIRES PAR STATUT DE RÉSIDENCE.....	35
BÉNÉFICIAIRES PAR DOMAINE DE PROGRAMME .....	35
TRANSFERT ALIMENTAIRE ANNUEL (TONNES).....	35
TRANSFERT ANNUEL DE TYPE MONÉTAIRE ET BONS D'ACHAT DE PRODUITS DE BASE (dollars É.-U.) ..	36
PRODUITS ESCOMPTÉS ET EFFETS DIRECTS STRATÉGIQUES .....	37
RÉSULTATS TRANSVERSAUX.....	49

# Aperçu

Alors que la République du Congo ne s'était pas remise de l'impact négatif de la pandémie de COVID-19, le pays a été confronté à une inflation prolongée des prix des denrées, alimentée par la guerre en Ukraine. En 2022, le Congo a également connu d'importantes inondations et a accueilli 4 600 nouveaux demandeurs d'asile en provenance de la République démocratique du Congo (RDC), ce qui porte le nombre total de réfugiés et de demandeurs d'asile à 59 930.

Ces chocs ont exacerbé le niveau déjà élevé de la faim dans le pays - 33,3 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire (dont 4 % en insécurité sévère) et 19,6 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique - qui découle d'une production agricole insuffisante, d'une vulnérabilité généralisée, de conflits nationaux et régionaux récurrents et des inégalités hommes-femmes.

En 2022, le PAM est entré dans la quatrième année de son Plan stratégique de pays (2019-2024) et a continué d'appuyer les progrès du gouvernement vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en particulier les ODD 2 (Défi Faim zéro) et 17 (Partenariats pour les objectifs), tout en s'alignant sur les priorités nationales énoncées dans le Plan national de développement (2022-2026).

Opérant dans 11 des 12 départements du Congo, le PAM a touché 384 482 bénéficiaires en 2022, soit environ 6,7 pour cent de la population du pays, dont 58 pour cent de femmes.

La principale activité du PAM en République du Congo est l'alimentation scolaire, mise en œuvre dans 532 écoles primaires publiques. Grâce au partenariat solide du PAM avec le gouvernement et au soutien constant des donateurs, 173 171 enfants issus de 10 départements ont reçu un repas nutritif chaque jour d'école, dans le double but de promouvoir la fréquentation scolaire et de protéger la sécurité alimentaire des ménages vulnérables. Grâce à l'approche de l'alimentation scolaire locale, le PAM a fourni des bons électroniques à 144 des 532 écoles pour qu'elles achètent de la nourriture sur les marchés voisins, contribuant ainsi au développement local.

Dans le cadre de la réponse aux réfugiés, le PAM a continué à fournir des vivres, des bons électroniques et un soutien nutritionnel à 24 145 réfugiés et demandeurs d'asile dans les départements de la Likouala et des Plateaux. Le PAM a également continué à mettre en œuvre des opérations de création d'actifs pour renforcer l'autosuffisance, au profit de 375 réfugiés et de 125 personnes issues des communautés d'accueil.

Le PAM a fourni une aide alimentaire à 30 986 personnes touchées par les inondations au début de 2022, en coordination avec le gouvernement qui avait déclaré l'état d'urgence le 29 novembre 2021. Suite à de nouvelles inondations fin 2022, le PAM a fourni un soutien consultatif et du personnel au gouvernement pour une évaluation rapide qui s'est tenue en décembre et qui a permis de recenser plus de 160 000 personnes affectées.

Le PAM a fourni des vivres et des bons électroniques à 32 581 personnes vulnérables à Brazzaville et Pointe-Noire en décembre 2022. Cela a permis aux personnes aidées de satisfaire leurs besoins alimentaires de base et a stimulé les marchés locaux mis à rude épreuve par une inflation prolongée.

En utilisant une approche tenant compte du sexe et de l'âge, le PAM a distribué des produits nutritifs spécialisés à 46 603 femmes enceintes et allaitantes et à 58 394 enfants de moins de cinq ans ayant besoin d'un traitement ou d'une prévention contre la malnutrition aiguë modérée. Cette aide a été mise en œuvre par l'intermédiaire de 178 centres de santé dans six départements du pays.

Les projets de renforcement de la résilience ont aidé 1 718 petits exploitants à améliorer la quantité et la qualité de leurs récoltes et à perfectionner leurs techniques de transformation afin d'accéder à des marchés de plus grande valeur. Le PAM a poursuivi la mise en œuvre d'un programme pluriannuel financé par l'Union européenne dans le département de la Bouenza pour renforcer la chaîne de valeur du manioc (prolongé jusqu'en mai 2023). Le PAM a également tiré parti des partenariats de coopération Sud-Sud et du commerce triangulaire pour mettre en œuvre des projets novateurs en 2022 et 2023 afin de combler les lacunes en matière de gouvernance et de technique dans le secteur du développement agricole.

Le PAM a continué à renforcer les capacités du gouvernement en matière d'adaptation au changement climatique (programme pluriannuel financé par le Fonds d'adaptation ciblant les communautés vulnérables du bassin du Congo) et de protection sociale (projet conjointement financé avec le Fonds pour les objectifs du Millénaire pour le développement, bénéficiant aux populations autochtones marginalisées, achevé en juin).

En 2022, les opérations du PAM ont été mises à mal par l'interruption du transport mondial de marchandises due à la guerre en Ukraine, ainsi que par le mauvais état des routes, les pénuries régulières de carburant et la capacité et le nombre limités des transporteurs externes.

Le PAM a procédé à une révision budgétaire en juillet afin d'étendre ses opérations d'urgence, d'augmenter le nombre d'écoles soutenues par les initiatives d'alimentation scolaire à base de produits locaux (HGSF) et de développer les activités de renforcement des capacités pour les petits exploitants. Une troisième révision du budget est en cours de préparation afin d'étendre l'assistance aux réfugiés, aux populations touchées par les inondations et aux populations urbaines.

Le PAM a renforcé ses partenariats avec le gouvernement, les communautés locales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les autres agences des Nations Unies. Le PAM a également travaillé en étroite collaboration avec les États-Unis, l'Allemagne, le Japon, la République populaire de Chine et d'autres pays, qui ont tous joué un rôle clé dans la mise en œuvre des opérations du PAM en République du Congo en 2022.

# 384 482

## Total des bénéficiaires en 2022



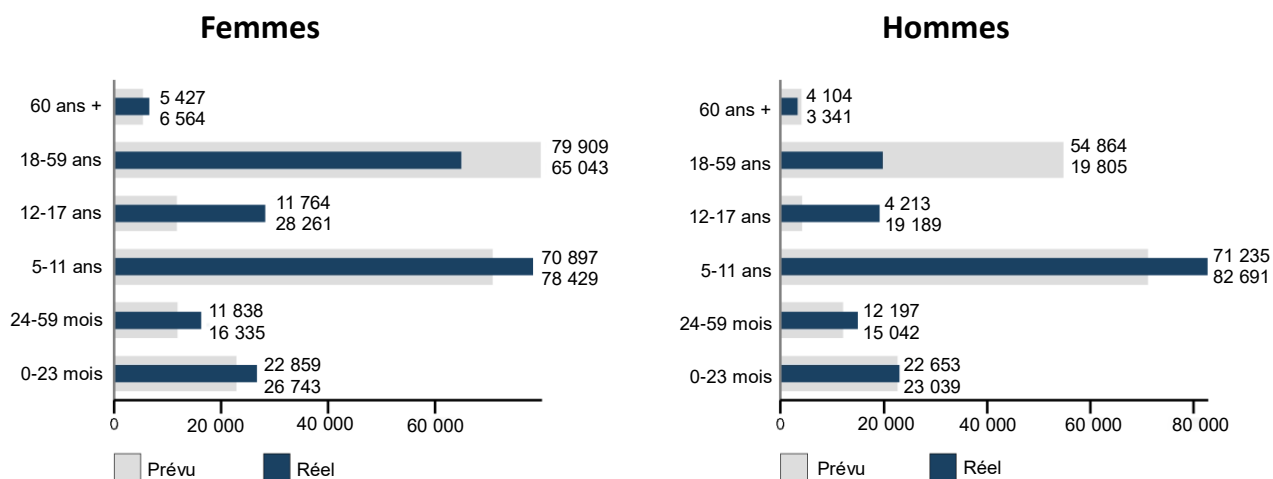
58 %  
femmes



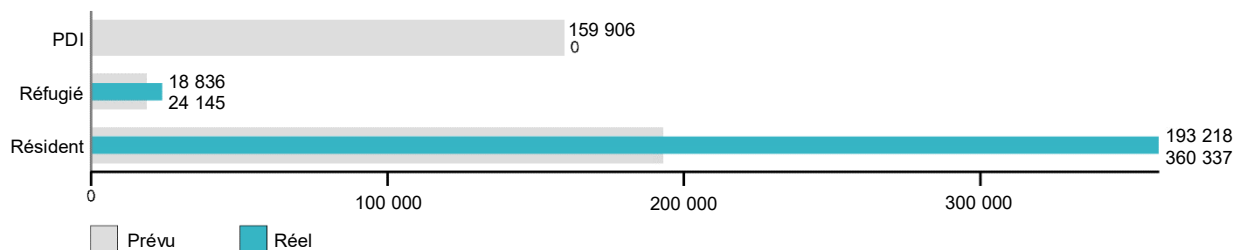
42 %  
hommes

Estimation du nombre de personnes handicapées : 501 (56 % de femmes, 44 % d'hommes)

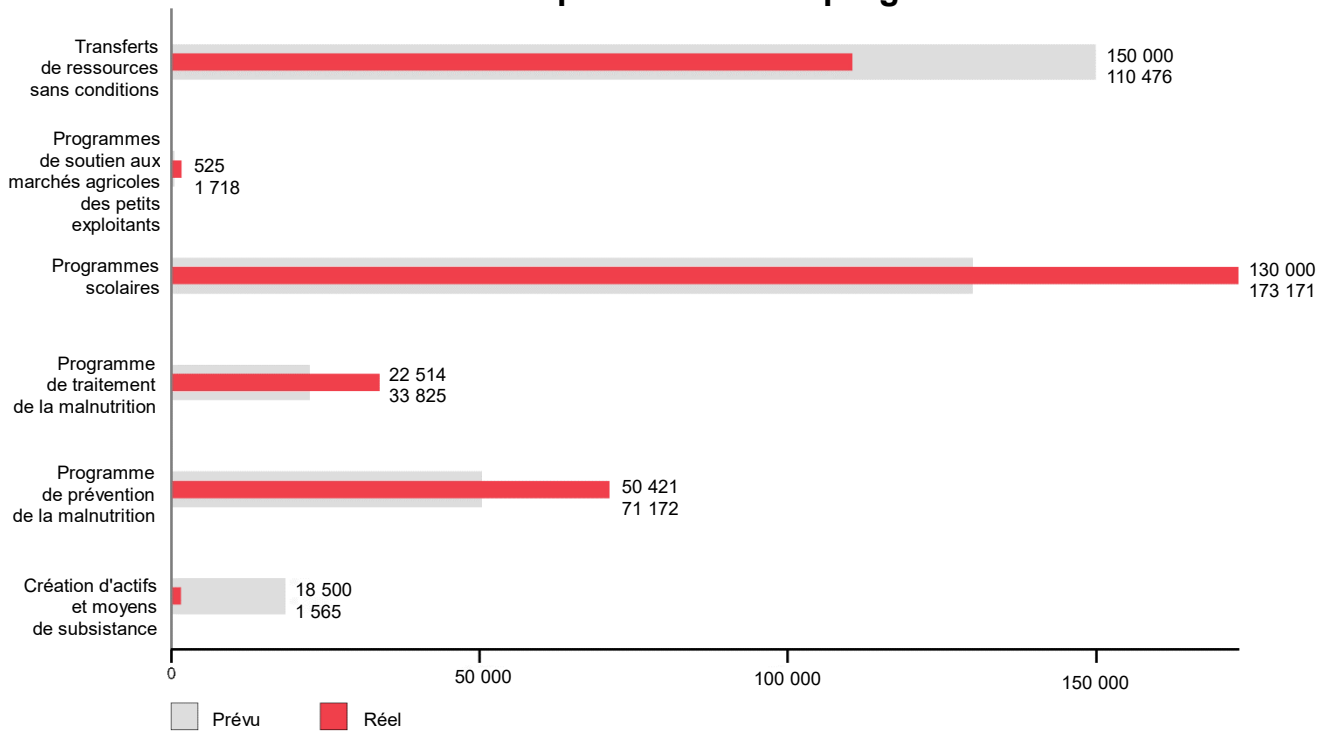
### Bénéficiaires par sexe et groupe d'âge



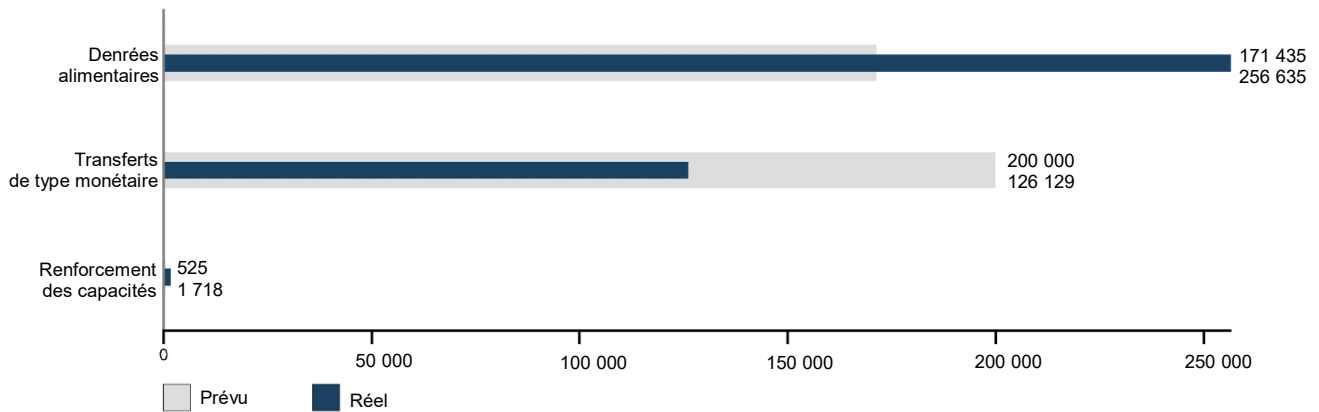
### Bénéficiaires par statut de résidence



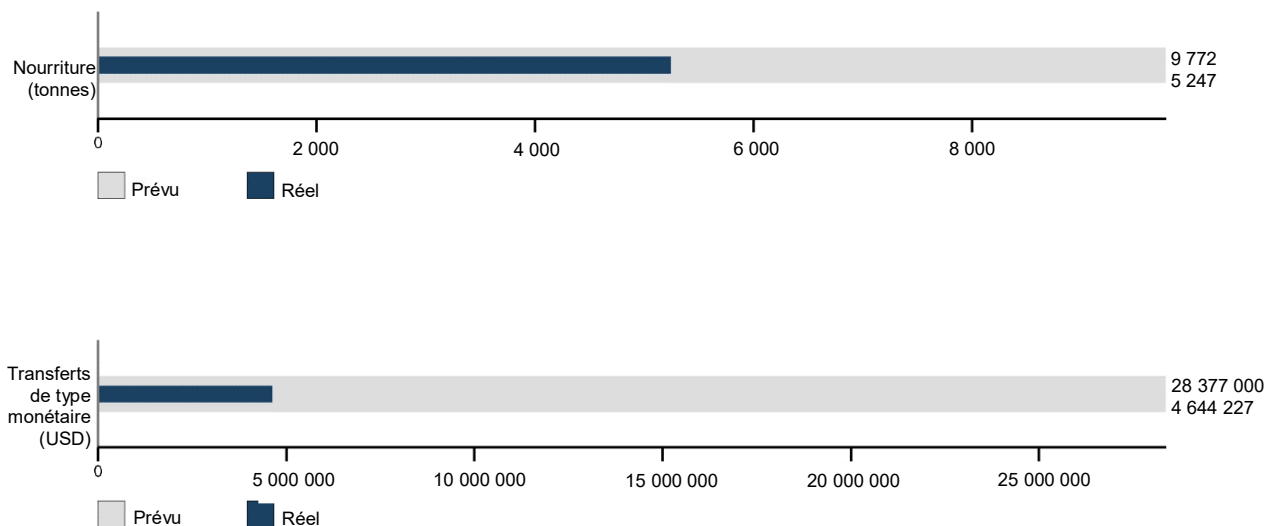
## Bénéficiaires par domaine de programme



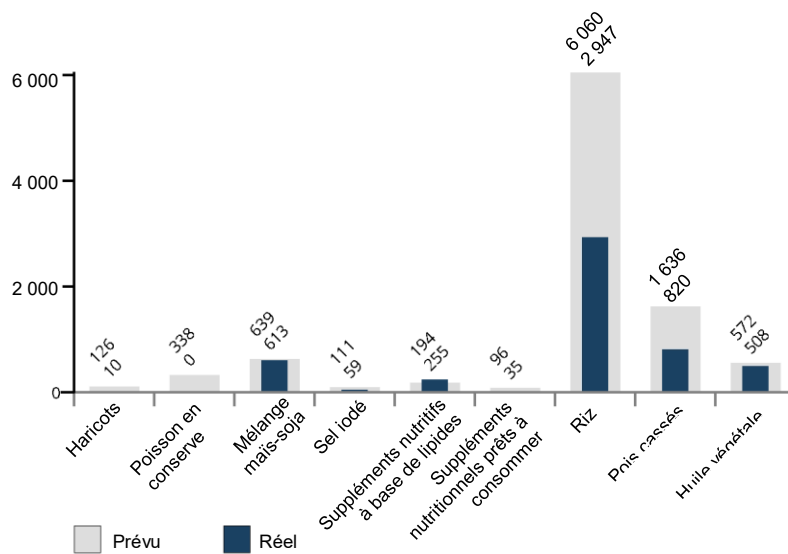
## Bénéficiaires par modalité



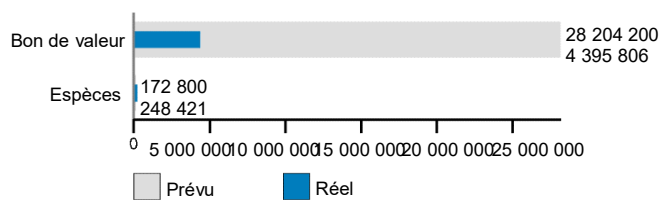
## Total des transferts par modalité



## Transfert alimentaire annuel (tonnes)

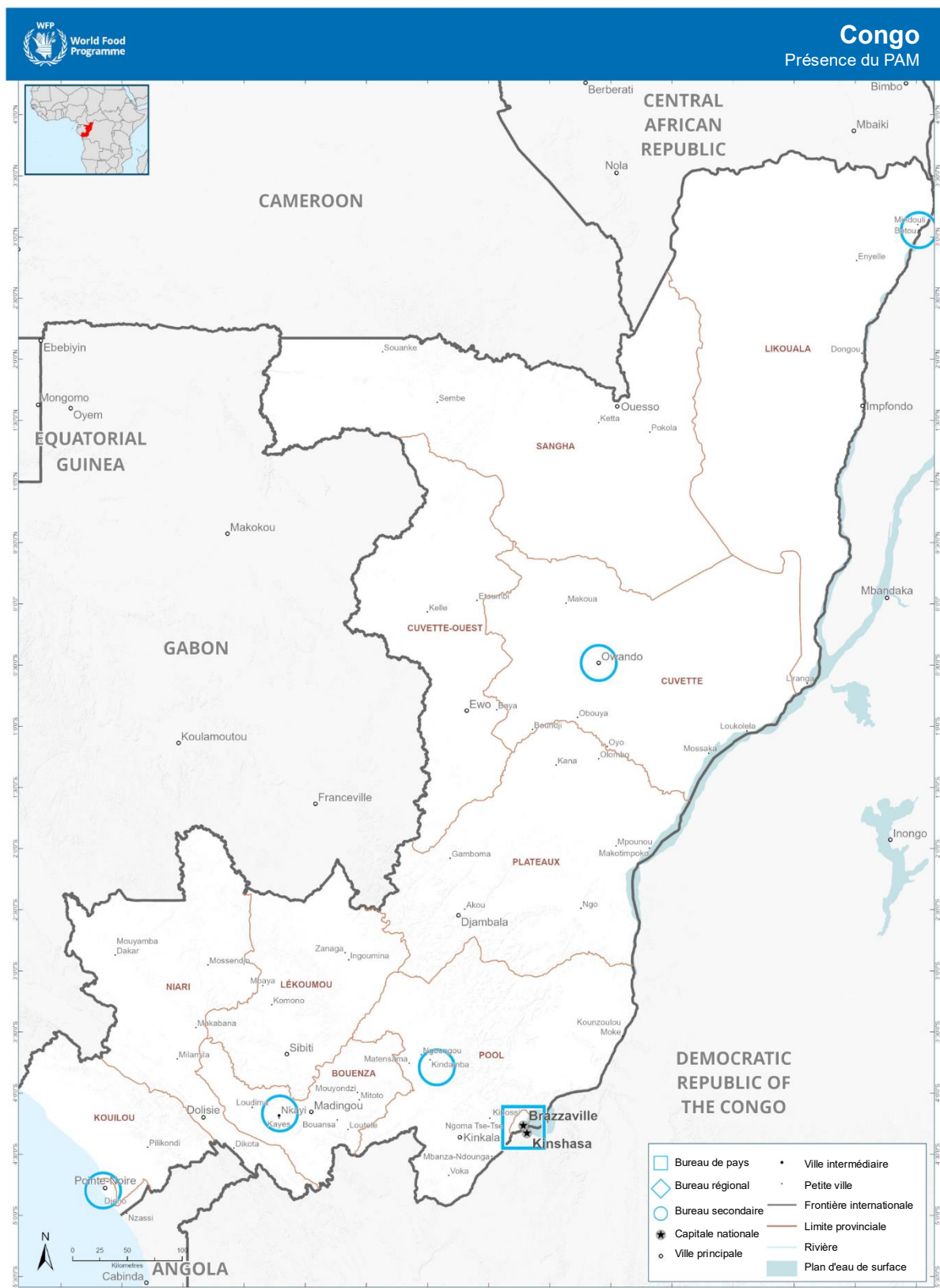


## Transfert annuel de type monétaire et bons d'achat de produits de base (dollars É.-U.)





# Contexte et opérations



Date de création : 19 Dec 2022 - Contact : hq.gis@wfp.org  
 Site web : www.wfp.org - Préparé par : GG, Unité SIG d'urgence  
 Référence de la carte : COG\_PRES\_WFPpresence\_ASP\_20221219

Sources des données : Bureaux du PAM - PAM - Frontières : UNMap - Lieux habités : GeoNames

Les appellations employées et la présentation du matériel figurant sur la carte sont rattachés à la responsabilité de la PAM sans aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une mer, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

© Programme alimentaire mondial 2022

La République du Congo est un pays riche en ressources, à revenu moyen inférieur et à déficit alimentaire, qui ne produit que 30 % des besoins alimentaires nationaux, avec seulement 2 % de ses terres arables cultivées. Le pays connaît une récession prolongée depuis 2015, aggravée par la pandémie de COVID-19 qui a accru la pression sur les familles vulnérables et aggravé l'insécurité alimentaire, en particulier dans les zones urbaines. Alors que le Congo ne s'était pas encore remis de l'impact socio-économique de la pandémie mondiale, la guerre en Ukraine a entraîné une flambée

des prix des denrées alimentaires, ce qui a accru la pression sur les ménages vulnérables. La gravité de cette inflation a été reconnue par le gouvernement, qui a annoncé un plan de résistance à la crise alimentaire le 30 mars 2022.

L'économie congolaise s'est contractée de 2,2 % en 2021, entraînant une augmentation de l'extrême pauvreté de 50,2 % de la population en 2020 à 52 % en 2021. Le Congo est classé 153e sur 191 pays dans l'indice de développement humain 2021 et 105e sur 121 pays dans l'indice de la faim dans le monde 2022, ce qui indique un niveau de faim « grave ». Le pays dépend largement des importations de denrées alimentaires, manque d'infrastructures pour les systèmes alimentaires, possède un système statistique national faible et des régimes de protection sociale insuffisants, ce qui le rend particulièrement vulnérable aux crises mondiales et aux chocs localisés.

Le Congo n'a guère progressé dans les secteurs de la santé et de l'éducation au cours des dernières années. La mortalité infantile reste élevée, avec 33 décès pour 1 000 naissances viables. Seuls 30 % des enfants à l'école primaire ont atteint les niveaux de compétence requis en mathématiques et 40 % en français. Les populations autochtones, dont on estime qu'elles représentent entre 2 et 5 % de la population, éprouvent des difficultés à accéder aux services de base. Leurs moyens de subsistance traditionnels sont affectés par la déforestation et la dégradation de l'environnement induite par le changement climatique. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) estime que 65 % des enfants autochtones ne sont pas scolarisés.

La dernière évaluation nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle indique que 33,3 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire (29,3 % modérément et 4 % gravement). Elle a révélé une détérioration significative entre 2014 et 2021 : le nombre de personnes ayant un score de consommation alimentaire acceptable a chuté de 90,7 à 60,1 %. Chez les enfants de moins de 5 ans, la malnutrition aiguë globale est estimée à 5,2 % et la malnutrition chronique à 19,6 % [1].

L'insuffisance de la production agricole est due au taux élevé d'urbanisation du Congo (environ 70 %) et aux pratiques agricoles traditionnelles. Le nouveau Plan national de développement (PND) (2022-2026) identifie le « développement de l'agriculture dans un spectre plus large » comme étant le premier levier stratégique dans le processus de diversification économique ; le secteur pétrolier représentant environ la moitié du produit intérieur brut du pays. Il reflète l'engagement renouvelé du gouvernement à augmenter durablement la productivité agricole et l'offre de produits agricoles provenant à la fois des petits exploitants et des agro-industries.

La prévalence de la violence sexuelle et sexiste en République du Congo est alarmante : 37,5 % des filles sont victimes de violences sexuelles à l'école ou à proximité de l'école et 75,4 % sont exposées à des violences verbales et psychologiques [2]. Le 2 mars 2022, le Parlement congolais a adopté la loi Moubara sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, qui définit les types de violence, établit des sanctions et prévoit des mesures de prévention, de protection et d'assistance.

Les moyens de subsistance des Congolais sont de plus en plus menacés par le changement climatique. La hausse des températures et la modification des régimes pluviométriques entraînent déjà des inondations et des sécheresses plus fréquentes et plus intenses, et ces tendances devraient s'accroître à l'avenir [3]. Chaque année, jusqu'à 180 000 personnes, surtout dans le nord, sont touchées par des inondations qui détruisent des maisons, des terres agricoles et des infrastructures. Les nouvelles inondations de la fin de l'année 2022 ont touché plus de 160 000 personnes, selon l'évaluation rapide menée par le gouvernement en décembre, avec le soutien du PAM et d'autres agences.

La République du Congo accueille 59 930 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement originaires de la République centrafricaine (RCA) (près de 30 000) et de la République démocratique du Congo (RDC) (près de 27 000). La plupart d'entre eux vivent dans les départements de la Likouala et des Plateaux, deux zones touchées par les inondations où les possibilités de subsistance sont limitées, ce qui les rend très dépendants de l'aide alimentaire humanitaire. Depuis juillet 2022, des affrontements intercommunautaires dans la province de Mai-Ndombé, en RDC, se produisent périodiquement, poussant 4 616 demandeurs d'asile à fuir vers le Congo, dans le département du Pool.

S'appuyant sur ses avantages comparatifs reconnus dans le domaine de l'alimentation scolaire - qui constitue l'épine dorsale des opérations du PAM en République du Congo -, des chaînes d'approvisionnement alimentaire et des interventions d'urgence, le PAM exploite les efforts nationaux existants pour atteindre la faim zéro, en coordination avec les programmes nationaux.

Le Plan stratégique de pays du PAM (2019-2024) est aligné sur le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (2020-2024). Ce cadre a été révisé en 2022 dans le sillage du nouveau PND, confirmant la pertinence du PSP du PAM qui reste pleinement aligné sur les priorités nationales en matière de développement et de résilience, en particulier la protection des groupes vulnérables, le soutien aux petits exploitants agricoles et le renforcement de la production agricole locale.

En contribuant aux objectifs de développement durable (ODD) 2, **l'effet direct stratégique 1** se concentre sur la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels de base des personnes touchées par des chocs grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions. Le PAM vient en aide aux réfugiés, aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et allaitantes, aux personnes touchées par les inondations et aux ménages vulnérables dans les zones urbaines. Le PAM travaille sur une troisième révision du budget afin d'étendre les réponses aux besoins des villes et des réfugiés. **L'effet direct stratégique 2** vise à compléter et à soutenir les interventions nationales en matière de protection sociale par la fourniture de repas scolaires nutritifs aux écoliers et par un soutien technique au gouvernement. Cette mesure est mise en œuvre conformément à la politique nationale d'alimentation scolaire (2016) qui a été élaborée avec le PAM. Dans le cadre de **l'effet direct stratégique 3**, le PAM et ses partenaires améliorent la résilience des communautés locales en renforçant les capacités des petits exploitants agricoles et en encourageant des moyens de subsistance axés sur le marché et résistants au climat.



Dans la perspective de l'ODD 17, les **effets directs stratégiques 4 et 5** sont axés sur le partage des connaissances, de l'expertise et des technologies afin de soutenir les efforts du pays pour atteindre les ODD. Cet objectif est atteint grâce à la fourniture de services logistiques communs à la demande pour les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement.

Le PAM a une présence opérationnelle active et de longue date au Congo avec un bureau de pays à Brazzaville et cinq bureaux secondaires (Bétou, Kindamba, Nkayi, Owando, Pointe-Noire), qui coordonnent et mettent en œuvre des activités dans 11 des 12 départements du pays.

## Gestion des Risques

Le PAM et ses partenaires surveillent les risques d'inondation et leur impact pendant la saison des pluies dans le nord du pays, notamment grâce à l'imagerie satellite. Ces informations sont partagées avec le gouvernement et la communauté humanitaire afin de garantir une réponse coordonnée.

Compte tenu de l'instabilité de la situation régionale et de la possibilité d'un nouvel afflux important de réfugiés, tous les programmes du PAM sont conçus et mis en œuvre de manière à pouvoir être augmentés ou réduits. Le PAM suit de près les risques nationaux/régionaux et les mouvements de personnes, en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres agences en République du Congo, en RCA et en RDC.

Le nombre et la capacité limités des transporteurs et le mauvais état des routes sont souvent des obstacles au transport des marchandises. Le PAM a procédé à une évaluation des capacités logistiques au début de l'année 2022 et s'est efforcé d'élargir sa liste de transporteurs et de revoir les itinéraires et les moyens de transport.

Pour réduire le risque de fraude, de gaspillage et d'abus, le PAM suit de près et renforce les capacités du personnel et des partenaires en matière de gestion financière et de suivi, de notification et de prévention de l'exploitation et des abus sexuels (EAS). Le PAM accueille régulièrement des missions de contrôle et a mis en place un mécanisme de dépôt de plaintes et de réaction permettant de transmettre les allégations d'EAS en toute sécurité.

En 2022, les mesures d'atténuation de la COVID-19 prises par le gouvernement ont été progressivement assouplies (levée du couvre-feu en février, ouverture des frontières terrestres et fluviales en mars, levée des exigences en matière de vaccination ou de tests). Toutefois, conscient que la résurgence de la COVID-19 ou d'autres épidémies pourrait avoir un impact sur le personnel et les activités du PAM, ce dernier a continué à encourager les protocoles de biosécurité et a veillé à ce que le personnel, les partenaires et les bénéficiaires utilisent correctement les produits d'hygiène mis à leur disposition sur les sites de distribution.

Au début de l'année 2022, l'instabilité sociopolitique a été identifiée comme une menace potentielle pour les opérations du PAM en raison des élections législatives de juillet. Aucun incident n'a été signalé lors de ces élections, qui ont permis au parti au pouvoir de conserver la majorité des sièges.

# Partenariats

Tout au long de l'année 2022, le PAM est resté un partenaire de choix en République du Congo en raison de sa large empreinte opérationnelle, de sa capacité à atteindre les zones les plus isolées du pays et de son expérience en matière de développement agricole et rural. Le PAM a renforcé ses partenariats avec les acteurs du développement, de l'aide humanitaire et du gouvernement au niveau national, tout en s'engageant régulièrement auprès de la communauté des donateurs dans le cadre de réunions périodiques pour faire le point sur les réalisations et mettre en lumière les difficultés opérationnelles.

Le PAM a poursuivi sa collaboration de longue date avec le gouvernement de la République du Congo dans les domaines des interventions d'urgence, de la protection sociale, des systèmes alimentaires, de la prévention et du traitement de la malnutrition et de l'adaptation au changement climatique.

Des résultats significatifs ont été obtenus avec le ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire. En mars 2022, le PAM a signé un accord de coopération avec la Direction nationale de l'alimentation scolaire afin d'institutionnaliser le partenariat entre les deux entités, de renforcer l'efficacité et la responsabilité de cette institution nationale et d'identifier des étapes précises pour faire progresser l'appropriation nationale. Le PAM a également soutenu et accompagné une délégation du ministère et de la Direction nationale de l'alimentation scolaire pour participer au Forum mondial sur la nutrition de l'enfant en République du Bénin, ce qui leur a permis de partager leurs expériences et leurs bonnes pratiques pour mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire plus durables et plus résilients. Outre le soutien renouvelé du gouvernement de la République du Congo, qui a fait don de 68 tonnes de sel en 2022, le programme d'alimentation scolaire a été soutenu par des donateurs traditionnels (États-Unis et Japon), le secteur privé (Mastercard et Sodexo Stop Hunger Foundation) et un partenariat multilatéral, le Partenariat mondial pour l'éducation.

Le PAM a assuré une liaison régulière avec le ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire et les départements locaux pour coordonner le ciblage des bénéficiaires et surveiller les risques et les impacts des inondations en partageant les informations satellitaires fournies par *Cloud to Street* - le partenaire clé du PAM en matière de cartographie à distance des inondations - et en fournissant un soutien technique aux évaluations préliminaires des inondations de la fin 2022.

Dans le cadre du démarrage du projet financé par le Fonds d'adaptation, le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo pour sensibiliser les différentes parties prenantes, notamment lors de la première réunion du comité de pilotage du projet, recruter l'équipe du projet et créer des mécanismes de financement afin de garantir les flux financiers entre le PAM et le ministère. Le PAM a également parrainé une délégation ministérielle dirigée par la ministre elle-même pour participer au Forum de coopération internationale en Égypte. Dans la perspective de la COP27, le forum a été l'occasion pour le ministère de rappeler le rôle du Bassin du Congo dans la séquestration du carbone et de plaider en faveur de la conservation de la biodiversité et de l'exploitation durable de ses forêts.

À la suite d'une série de réunions de coordination avec le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche tenues fin 2021, le PAM et ses partenaires ont finalisé la formulation du projet de deux ans financé par le fonds Facility for Poverty and Hunger Alleviation (IBSA), créé par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud pour la réduction de la pauvreté et de la faim (IBSA), qui a été officiellement approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2022. Cette initiative de coopération Sud-Sud renforcera la capacité nationale à aider les petits exploitants à accéder aux marchés locaux, y compris les écoles, en exploitant les solutions politiques et techniques pertinentes des pays de l'IBSA dans ce domaine à partir de 2023.

En coordination avec le ministère de la santé et de la population, le PAM s'est efforcé de renforcer les capacités locales en matière d'interventions nutritionnelles spécifiques en formant le personnel des centres de santé dans tout le pays, en leur fournissant des produits nutritifs spécialisés et en apportant un soutien technique et financier au ministère pour sensibiliser la population à la nutrition. Le PAM et les agences sœurs ont également soutenu le personnel des centres de santé dans la prévention et la réponse à la violence sexiste.

Les partenariats avec les agences des Nations unies (ONU) ont servi à tirer parti de l'expertise respective, permettant au PAM d'assurer une mise en œuvre efficace des programmes et de progresser davantage vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030. Le PAM a travaillé en étroite collaboration avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) afin de fournir une assistance aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Ce partenariat solide a été particulièrement important pour cibler les bénéficiaires, informer les communautés touchées des distributions et des mécanismes de retour d'information (dont certains sont communs aux deux agences), et échanger des mises à jour opérationnelles et financières essentielles pour tenir les donateurs et les partenaires régulièrement informés.

Le PAM a poursuivi la mise en œuvre du projet financé par le Fonds conjoint pour les ODD avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin d'améliorer l'accès des populations autochtones aux services sociaux de base dans le département de la Lékoumou. Achievé en juin 2022, ce projet commun a jeté les bases d'interventions futures ciblant cette communauté marginalisée dans le cadre de partenariats avec les Nations unies et d'autres partenaires de développement.

Le PAM, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont continué à combiner leurs compétences acquises lors d'interventions antérieures dans la chaîne de valeur du manioc, en fournissant un soutien technique et matériel aux petits producteurs de manioc.

Financé par le Fonds international de développement agricole de la Chine (FIDA), Sud-Sud et triangulaire Ce programme de deux ans (achevé en août 2022) a étudié le potentiel d'augmentation de la productivité des petits exploitants dans le district de Loudima, département de la Bouenza, et d'enrichissement local de la farine de manioc. Il a abouti à la validation d'une norme congolaise sur la farine de manioc par l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité, qui a été élaborée en partenariat avec l'Institut des ressources naturelles de l'Université de Greenwich. Avec ce partenaire universitaire, le PAM a également renforcé les capacités de l'Institut national de recherche en sciences de l'ingénieur, innovation et technologie, en fournissant au personnel une formation et des tests rapides de sécurité et de qualité des aliments.

Conformément à leurs mandats respectifs, le PAM a continué à collaborer avec l'UNICEF sur des interventions spécifiques et sensibles à la nutrition, notamment en coordonnant leur réponse à la malnutrition aiguë globale dans l'ensemble du pays.

Limité par le petit nombre de partenaires coopérants en République du Congo et leur faible capacité, notamment en matière d'intervention d'urgence, le PAM a continué à travailler au renforcement de leurs capacités (formation à la gestion des produits de base, à l'établissement de rapports, à la parité hommes-femmes et à la protection). Dans le cadre de son soutien aux petits exploitants, le PAM s'efforce d'élargir son portefeuille de partenaires locaux potentiellement pertinents.

Le PAM a participé à des dialogues stratégiques en vue de la réalisation des ODD dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement et les Nations Unies en République du Congo pour aligner le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2020-2024) sur le nouveau Plan national de développement (2022-2026). Placés sous la direction du ministère du plan, de la statistique et de l'intégration régionale, ces dialogues ont inclus tous les niveaux de gouvernement ainsi que la société civile, les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et le secteur privé.

# Aperçu Financier du PSP

En 2022, une révision budgétaire a été approuvée pour augmenter le budget du Plan stratégique de pays (PSP) 2019-2024 du PAM en République du Congo. Cette révision budgétaire a entraîné plusieurs changements dans le PSP, notamment la prolongation jusqu'en 2022 de la réponse à la COVID-19 et de l'assistance aux réfugiés au titre de l'activité 1, ainsi que l'inclusion d'un nouveau financement pluriannuel McGovern-Dole du ministère américain de l'agriculture (USDA), qui prévoit une augmentation des activités de renforcement des capacités pour les petits exploitants agricoles. Le besoin de financement global pour le PSP est passé de 155,1 millions de dollars É.-U. à 197,6 millions de dollars É.-U. Suite à cette augmentation, le PAM aura besoin de 59,7 millions de dollars É.-U. en 2022 pour soutenir 371 960 bénéficiaires.

Le montant des nouveaux financements reçus pour l'opération République du Congo en 2022 s'élève à 21,3 millions de dollars É.-U. Ces nouvelles contributions généreuses ont permis au PAM d'être financé à plus de 100 % pour l'année par rapport au plan fondé sur les besoins de 2022, en grande partie grâce au report de 2021. L'effet direct stratégique 2 a représenté la plus grande part du financement reçu. Le niveau global de financement disponible était comparable à celui de 2021 et, par conséquent, les dépenses correspondaient également à celles de l'année dernière.

L'effet direct stratégique 1 représentait la plus grande part des ressources planifiées et des dépenses effectives au cours de l'année et la deuxième part des ressources disponibles. L'assistance alimentaire dans le cadre de cet effet direct stratégique comprenait des transferts de type monétaire ou en nature aux réfugiés, la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée, l'aide aux populations urbaines touchées par la pandémie de COVID-19 et les effets de la guerre en Ukraine, ainsi que l'aide aux personnes touchées par les inondations. Les avances reçues au cours de l'année sur les contributions américaines et allemandes ont permis d'éviter une interruption des activités.


















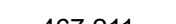
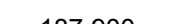

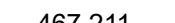
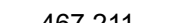
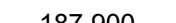

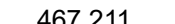
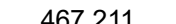
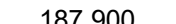
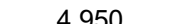


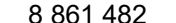





L'effet direct stratégique 2, qui comprend l'alimentation scolaire et le soutien aux mécanismes nationaux de protection sociale, a été financé à hauteur de 245 %, avec l'inclusion du financement pluriannuel McGovern-Dole du ministère de l'agriculture des États-Unis. Les dépenses en 2022 se sont élevées à 7 millions de dollars É.-U., soit une augmentation de 52 % par rapport au niveau de 2021. L'un des facteurs de coût qui a entraîné l'augmentation des dépenses par rapport à l'année précédente est l'évaluation finale simultanée du programme McGovern-Dole 2018-2023 et l'évaluation de base pour la deuxième bourse McGovern-Dole de 2021-2025. L'effet direct stratégique 3, qui se concentre sur le soutien aux petits exploitants agricoles et le renforcement de leurs capacités, a été financé à hauteur de 40 % par rapport au plan fondé sur les ressources. Les ressources disponibles ont largement dépassé le plan fondé sur les besoins, compte tenu des contributions pluriannuelles du Fonds d'adaptation et de l'Union européenne (UE). La contribution de la Facilité de coopération sud-sud et triangulaire Chine-FIDA a été finalisée au cours de l'année de référence, tandis que des retards dans la mise en œuvre ont entraîné des prolongations pour les contributions de l'UE et du ministère chinois de l'agriculture et des affaires rurales.

En 2022, les États-Unis sont restés le principal donateur du PAM, représentant 50 % des fonds reçus tout au long de l'année. L'Allemagne, avec 20 % des fonds reçus, et le Japon, avec 17 %, arrivent respectivement en deuxième et troisième positions. D'autres fonds et agences des Nations unies (à l'exclusion du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires) et le gouvernement de la République du Congo figuraient également parmi les cinq principaux donateurs du PSP du PAM.

















Compte tenu des délais très longs pour l'achat de nourriture au niveau international et des possibilités limitées d'achat de nourriture au niveau local, un financement en temps opportun est essentiel pour permettre au PAM d'acheter de la nourriture à l'avance et de la prépositionner dans tout le pays avant la saison des pluies afin d'assurer la continuité de ses opérations régulières et de soutenir les efforts du gouvernement pour répondre aux inondations cycliques dans le nord, le cas échéant. À cet égard, un financement flexible est particulièrement utile pour garantir que le PAM dispose de la souplesse nécessaire pour répondre à l'évolution des besoins sur le terrain au fur et à mesure qu'ils se présentent.

## Aperçu Financier du PSP annuel par effet direct stratégique (montant en dollars É.-U.)

	Plan axé sur les besoins	Plan de mise en œuvre	Ressources disponibles	Dépenses
SR 1. Tout le monde a accès à la nourriture	49 424 803	28 539 180	48 271 321	17 792 206
SO01 : Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un choc ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année	37 341 087	17 968 723	18 624 218	10 828 828
Activité 01 : Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)	37 341 087	17 968 723	18 624 218	10 828 828
SO02 : Des interventions équitables et de portée nationale en matière de protection sociale ciblent de manière effective les populations vulnérables, notamment les enfants d'âge scolaire, en leur donnant un accès continu à des aliments locaux sûrs et nutritifs	12 083 715	10 570 457	29 647 102	6 963 378
Activité 02 : Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.	8 547 756	7 296 084	20 873 459	6 111 433
Activité 03 : Fournir un appui technique au Gouvernement pour que les interventions touchant la protection sociale menées en réponse aux chocs le soient de façon plus efficace.	3 535 959	3 274 372	8 773 643	851 945
SR 3. Les petits exploitants ont amélioré la sécurité alimentaire et la nutrition	3 967 482	3 852 302	12 101 836	1 580 198
SO03 : Les petits exploitants et les communautés ciblés disposent de moyens d'existence productifs et durables qui renforcent les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle	3 967 482	3 852 302	12 101 836	1 580 198

Activité 04 : Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique	 3 967 482	 3 852 302	 12 101 836	 1 580 198
SR 5. Les pays ont renforcé leur capacité à mettre en œuvre les ODD	 0	 0	 33 676	 32 781
SO04 : Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que les systèmes nationaux, bénéficient des compétences techniques et des services du PAM	 0	 0	 33 676	 32 781
Activité 05 : Fournir des services liés aux chaînes d'approvisionnement à la demande des partenaires.	 0	 0	 33 676	 32 781
SR 8. Le partage des connaissances, de l'expertise et de la technologie renforce le soutien du partenariat mondial aux efforts déployés par les pays pour atteindre les ODD	 467 211	 467 211	 187 900	 4 950
SO05 : Les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement ont accès à l'expertise du PAM	 467 211	 467 211	 187 900	 4 950
Activité 06 : Fournir des services logistiques communs à la demande pour les partenaires.	 467 211	 467 211	 187 900	 4 950
Résultat non stratégique	 0	 0	 8 861 482	 0
Coûts opérationnels directs totaux	 53 859 497	 32 858 694	 60 594 734	 19 410 137



Coûts d'appui directs (CAD)				
	2 208 852	1 816 672	4 017 430	1 588 419
Coûts directs totaux				
	56 068 350	34 675 366	64 612 165	20 998 556
Coûts d'appui indirects (CAI)				
	3 612 828	2 221 851	1 191 053	1 191 053
Grand total				
	59 681 179	36 897 217	74 664 701	22 189 610

# Performance du programme

## Effet direct stratégique 01 : Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un choc ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année



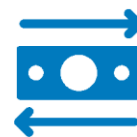
**217 038 personnes vulnérables** ont bénéficié d'une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence



**24 184 réfugiés et demandeurs d'asile** ont bénéficié d'une aide en nature, de paiements électroniques et d'une assistance nutritionnelle



**3 091 tonnes de denrées alimentaires distribuées** dans le cadre de l'aide alimentaire et nutritionnelle



**4,2 millions de dollars É.-U. transférés** par le biais d'interventions de transferts de type monétaire

L'effet direct stratégique 1 est axé sur l'aide aux personnes vulnérables, notamment les réfugiés, les demandeurs d'asile, les populations urbaines touchées par l'inflation alimentaire prolongée, les rapatriés, les femmes enceintes et allaitantes et les enfants de moins de 5 ans ayant besoin d'un traitement nutritionnel ou de mesures de prévention, ainsi que les personnes touchées par un conflit, une catastrophe naturelle ou d'autres chocs. Le PAM leur fournit une aide alimentaire ou monétaire et un soutien nutritionnel. Le cas échéant, l'aide est combinée à la création ou à la réhabilitation d'actifs qui renforcent la résilience aux chocs des communautés, des familles et des individus. En 2022, le PAM a étendu la réponse à la COVID-19 dans les zones urbaines et l'assistance aux réfugiés par le biais d'une révision budgétaire.

Le PAM distribue des transferts de type monétaire dans les zones où des prestataires de services financiers sont disponibles et où le marché fonctionne bien, comme les zones urbaines, le site de Bouemba dans le département des Plateaux et certains districts du département de la Likouala qui accueillent la plupart des réfugiés et des demandeurs d'asile dans le pays. La fourniture de transferts de type monétaire aux bénéficiaires stimule les marchés locaux et contribue à leur autonomisation en leur offrant le choix et la flexibilité de répondre au mieux à leurs besoins en fonction de leurs préférences alimentaires. La modalité transferts de type monétaire est également utilisée dans les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (FFA) mises en œuvre dans le département du Pool, où les rapatriés continuent de se remettre du conflit de 2016-2017. Cette approche répond aux besoins alimentaires immédiats et favorise la construction ou la réhabilitation d'actifs qui amélioreront la sécurité alimentaire et la résilience à long terme.

Pour l'assistance alimentaire en nature, le PAM cible les districts éloignés du département de la Likouala - y compris ceux particulièrement touchés par les inondations - où les conditions requises pour mettre en œuvre les distributions des transferts de type monétaire ne sont pas réunies. Le PAM met également en œuvre des activités agricoles d'aide alimentaire en nature dans ce département touché par des déficits alimentaires, des inondations récurrentes et des moyens de subsistance limités.

Dans le cadre de son assistance nutritionnelle, le PAM distribue des produits nutritifs spécialisés aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans qui ont besoin d'un traitement nutritionnel ou d'une prévention par l'intermédiaire des centres de santé dans six départements de la République du Congo.

En 2022, l'intervention d'urgence du PAM a représenté la plus grande part des ressources planifiées et des dépenses effectives au cours de l'année et la deuxième part des ressources disponibles. Les principaux contributeurs aux activités mises en œuvre dans le cadre de l'effet direct stratégique 1 ont été les États-Unis, l'Allemagne et le Japon, qui ont soutenu à la fois les distributions générales et l'assistance nutritionnelle. Le financement anticipé reçu contre des contributions des États-Unis et de l'Allemagne a permis d'éviter l'interruption des activités. La contribution pluriannuelle et flexible du ministère fédéral allemand des affaires étrangères, confirmée en 2021, et les compléments ultérieurs en 2022, étaient essentiels pour fournir une assistance rapide aux personnes vulnérables dans les zones urbaines touchées par la hausse des prix des denrées alimentée par la guerre en Ukraine. Grâce à ce soutien et aux fonds alloués par le comité d'allocation stratégique des ressources du PAM, ce dernier a pu mettre en œuvre les activités du FFA, bien qu'en deçà du niveau prévu. Fin 2022, une nouvelle contribution des États-Unis a été confirmée pour la réponse du PAM aux réfugiés, complétant les fonds déjà garantis pour le premier semestre 2023.

Dans le cadre de l'effet direct stratégique 1, le PAM a aidé 217 038 personnes vulnérables à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels pendant et immédiatement après les chocs. Le PAM a transféré plus de 4,2 millions de dollars É.-U. aux bénéficiaires par le biais d'interventions de transferts de type monétaire et a distribué 3 091 tonnes de nourriture. La non-atteinte de ces deux objectifs reflète les difficultés rencontrées dans le transport des denrées alimentaires en nature vers le nord du pays, en particulier pendant la saison des pluies. En ce qui concerne les transferts de type monétaire, une part importante des besoins prévus était liée à la réponse à la COVID, qui a bénéficié de ressources insuffisantes tout au long de l'année. Les activités de FFA dans le cadre des deux modalités ont également été sous-financées. En outre, un montant important de ressources reçues au cours de l'année a été confirmé au cours du dernier trimestre, ce qui a limité la capacité du PAM à consommer ces fonds dans le courant de l'année 2022.

Quelque 24 184 réfugiés de la République centrafricaine (RCA) et demandeurs d'asile de la République démocratique du Congo (RDC) ont bénéficié d'une distribution générale et d'un soutien nutritionnel dans les départements de la Likouala et des Plateaux. La distribution générale a été mise en œuvre en coordination avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'organisation non gouvernementale (ONG) locale *Agence d'assistance aux rapatriés et réfugiés*.

Malgré l'assistance du PAM, l'insécurité alimentaire et l'état nutritionnel des réfugiés et des demandeurs d'asile restent alarmants. Le suivi du PAM a montré que les deux groupes ont enregistré une baisse significative du score de consommation alimentaire acceptable depuis 2021 (de 45,7 à 23,8 pour cent pour les réfugiés centrafricains et de 56,8 à 31,8 pour cent pour les demandeurs d'asile de la RDC). Cette situation s'explique par le faible accès aux ressources productives (principalement la terre) ainsi que par l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans l'ensemble du pays, obligeant 60 % des ménages centrafricains et 80 % des ménages de la RDC à consacrer 65 % de leurs dépenses totales à l'alimentation. Ces chiffres alarmants, en particulier pour les demandeurs d'asile de la RDC, peuvent également s'expliquer par l'interruption de deux mois de la filière en juillet et en août.

Le PAM a également distribué des vivres en nature à 30 986 personnes dans le département de la Likouala au début de l'année 2022, suite aux inondations de la fin de l'année 2021 qui avaient poussé le gouvernement à déclarer l'état d'urgence le 29 novembre. Au début de la saison des pluies, en octobre 2022, le PAM a repris sa surveillance des inondations par satellite avec *Cloud to Street*, partenaire dans la réduction des risques et la planification de la réponse aux inondations. Le PAM a également fourni un soutien technique au ministère des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, pour l'évaluation rapide organisée en décembre 2022 à la suite de nouvelles inondations. Cette évaluation a estimé que plus de 160 000 personnes étaient touchées et a souligné la nécessité de procéder à des évaluations sectorielles des besoins, notamment en matière de sécurité alimentaire, dans les zones touchées.

Les 1 065 participants aux activités FFA mises en œuvre dans le département du Pool en 2022 sont des personnes anciennement déplacées par le conflit de 2016-2017 qui sont ensuite retournées chez elles et restent très vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ils ont remis en état 35 km de routes de desserte qui étaient en très mauvais état et empêchaient les petits exploitants agricoles d'accéder à Brazzaville et à ses marchés. Dans le département de la Likouala, 100 participants (dont 75 % de réfugiés) ont remis en exploitation 40 hectares de terres dégradées et ont été aidés à cultiver des haricots, du riz et des arachides dans le cadre d'une autre activité FFA. Ils ont récolté plus de 16 tonnes de produits qui ont été utilisés pour la consommation domestique et vendus sur les marchés locaux, contribuant ainsi à l'augmentation de leurs revenus.

En s'appuyant sur le système d'argent mobile utilisé depuis 2020 dans le cadre de la réponse du PAM à la COVID-19 dans les zones urbaines, le PAM a fourni un transfert de type monétaire à 32 581 personnes vulnérables à Brazzaville et Pointe-Noire. L'assistance urbaine du PAM a principalement ciblé les ménages dirigés par des femmes, qui ont tendance à être plus exposés à l'insécurité alimentaire, en visant des résultats transformateurs qui augmentent leur pouvoir de décision au niveau du ménage, de la communauté et de la société. En décembre 2022, les bénéficiaires urbains ont également reçu des denrées alimentaires en nature pour compléter la ration par transfert de type monétaire, dans un contexte de flambée des prix alimentaires. Les données disponibles pour ce groupe de bénéficiaires montrent une grave détérioration de leur score de consommation alimentaire, avec une baisse de 47 % des ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable depuis 2021. Cette aide est alignée sur le plan de résilience 2022-2023 concernant la crise alimentaire annoncé en mars 2022 par le gouvernement du Congo, qui vise notamment à garantir que les besoins alimentaires des personnes vulnérables soient satisfaits. Le fait que la pandémie de COVID-19 se soit largement atténuée au cours de l'année et les contributions limitées - qu'elles soient affectées ou flexibles - expliquent en partie la sous-réalisation de cette sous-activité.

Dans le cadre de son assistance nutritionnelle à l'échelle du pays, le PAM a fourni à 35 352 enfants de moins de 5 ans et à 35 820 femmes enceintes et allaitantes une prévention de la malnutrition aiguë modérée (MAM). Quelque 23 042 enfants de moins de 5 ans et 10 783 femmes enceintes et allaitantes ont reçu un traitement pour la MAM. Cette assistance a été mise en œuvre par l'intermédiaire de 178 centres de santé dans les départements touchés par le choc, en partenariat avec la Direction nationale de l'hygiène et de la promotion de la santé du ministère de la santé et de la population, et avec l'ONG *Terre Sans Frontières*. Le PAM a également sensibilisé les bénéficiaires et les soignants dans les centres de santé par des messages visant à promouvoir une alimentation saine, et a organisé des séances régulières de remise à niveau sur le protocole nutritionnel standard du PAM. Le taux de récupération des MAM a dépassé l'objectif pour tous les groupes dans les six départements où l'activité est mise en œuvre, avec le taux le plus élevé de 95,8 pour cent atteint pour les demandeurs d'asile de la RDC dans le département des Plateaux.

Étant donné que la prévalence de l'insécurité alimentaire parmi les réfugiés et les demandeurs d'asile reste élevée, que ces deux groupes dépendent encore fortement de l'aide humanitaire internationale pour répondre à leurs besoins fondamentaux, y compris alimentaires, et que seuls quelques rapatriements volontaires sont

prévus en 2023, le PAM travaille sur une troisième révision du budget afin d'étendre et de diversifier l'assistance à ces groupes jusqu'à la fin de son plan stratégique de pays (2019-2024). Compte tenu des progrès réalisés en 2021 par le gouvernement et ses partenaires dans l'intégration des réfugiés dans les programmes nationaux de protection sociale, le PAM

s'attachera également à analyser les listes de bénéficiaires des différents projets d'assistance dans les zones cibles afin d'éviter les doublons, de garantir la complémentarité des actions et d'établir des priorités dans l'allocation des ressources.

L'activité 1 de l'effet direct stratégique 1 a reçu un marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge de 1, ce qui indique que sa mise en œuvre intègre partiellement le genre et l'âge. Malgré l'adaptation de l'intervention aux différentes situations et aux différents besoins, et les efforts déployés pour garantir que les femmes jouent un rôle plus actif dans la prise de décision au sein des ménages et des groupes communautaires consultés, ce score reflète les possibilités d'amélioration, notamment en ce qui concerne la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe afin de mieux comprendre les différences entre les sexes et d'en tenir compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet.

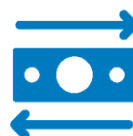
## MARQUEURS DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET DE L'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	CODE DE SURVEILLANCE MAG
Fournir une aide alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc	1.

## Effet direct stratégique 02 : Des interventions équitables et de portée nationale en matière de protection sociale ciblent de manière effective les populations vulnérables, notamment les enfants d'âge scolaire, en leur donnant un accès continu à des aliments locaux sûrs et nutritifs



**173 171 enfants d'école primaire** ont reçu un repas nutritif chaque jour d'école



**441 285 de dollars É.-U transférés** aux comités scolaires pour l'achat d'aliments nutritifs disponibles localement



**41 pour cent des écoliers bénéficiant d'une aide** ont reçu un repas quotidien fourni par le programme d'Alimentation scolaire utilisant la production locale au cours de l'année scolaire 2021/2022



**68 tonnes de sel** fournies par le gouvernement de la République du Congo pour les repas scolaires

Dans le cadre de l'effet direct stratégique 2, le PAM soutient les interventions nationales en matière de protection sociale, notamment par la mise en œuvre de l'alimentation scolaire en tant que filet de sécurité sociale vital pour les enfants de l'école primaire et leurs familles. En aidant le gouvernement à rétablir, protéger et développer l'alimentation scolaire après les fermetures d'écoles liées à la COVID-19, ce programme vise à maintenir les filles et les garçons à l'école et à protéger leur accès à la nourriture.

Dans le cadre de l'activité 2, le PAM met en œuvre deux modèles différents d'alimentation scolaire en République du Congo. Le premier est le programme McGovern-Dole, financé par les États-Unis, qui utilise des produits de base donnés en nature, et le second est le modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale (HGSP), dans lequel des fonds sont fournis aux écoles pour l'achat d'aliments disponibles localement afin de préparer les repas scolaires.

Dans le cadre du programme McGovern-Dole, le PAM a été entièrement financé et, grâce aux stocks existants dans le pays, le PAM a pu étendre son action à d'autres écoles dans les départements ciblés. Une nouvelle contribution de 68 tonnes de sel du gouvernement du Congo est venue compléter les repas scolaires fournis dans le cadre du programme McGovern-Dole. Il s'agit de la quatrième contribution du gouvernement de la République du Congo depuis la formalisation de l'engagement lors du lancement de la politique nationale d'alimentation scolaire en 2016. Pendant les vacances scolaires de décembre 2022, le PAM a fourni des rations à emporter à environ 36 000 enfants. Les écoliers qui devaient bénéficier des repas scolaires dans le cadre du programme d'alimentation scolaire du PAM n'ont pas pu en profiter pleinement au cours des mois d'octobre et de novembre, en raison de retards dans la rentrée scolaire dus à l'indisponibilité des enseignants et à des difficultés dans la livraison des produits. Le PAM a utilisé les stocks de ces mois comme rations à emporter pour fournir un filet de sécurité sociale vital aux écoliers des écoles soutenues par McGovern-Dole pendant la période des vacances de décembre.

Dans le cadre de la modalité de paiement en espèces, le PAM a été entièrement financé par des contributions du Partenariat mondial pour l'éducation, des Fonds accélérés pour la COVID-19, de Mastercard et de la Fondation Sodexo Stop Hunger. Pour soutenir la mise en œuvre de cette modalité du HGSP, de l'argent liquide est transféré aux écoles à l'aide du système d'argent mobile et les fonds sont gérés par un comité scolaire chargé de coordonner l'achat de produits auprès des producteurs locaux et du marché. La valeur du transfert par enfant et par jour est de 0,30 dollar É.-U. Les cuisiniers des écoles préparent des repas sur place à base d'aliments disponibles localement, souvent du manioc, des haricots, du poisson, des légumes et des fruits. Cela favorise l'économie locale et contribue à rompre le cycle des importations qui continue à se traduire par des prix alimentaires élevés et l'inaccessibilité des denrées alimentaires pour les communautés vulnérables du pays.

Dans 20 écoles des départements de la Bouenza et du Pool, le PAM soutient le lien avec les activités des petits exploitants agricoles, mises en œuvre dans le cadre de l'effet direct stratégique 3. Douze tonnes de Mbala Pinda - collation traditionnelle nutritive à base de manioc et d'arachide - ont été achetées à 160 agricultrices soutenues par le PAM et distribuées à 4 369 écoliers dans le cadre d'un projet novateur mis en œuvre en 2020-2022. En mai 2022, le PAM a également commencé à relier les écoles de Mindouli, dans le département du Pool, au programme « ProManioc » financé par l'Union européenne, qui vise à renforcer la chaîne de valeur du manioc artisanal. Quelque 2 858 écoliers ont reçu du *gari* - un des dérivés du manioc produits par les bénéficiaires du programme - et 24 cuisiniers et membres du personnel scolaire ont été formés à l'utilisation de cet ingrédient dans les cantines scolaires.

Dans le cadre du programme d'alimentation scolaire soutenu par McGovern-Dole, le taux de fidélisation est constant par rapport aux années précédentes et dépasse les 95 %. Bien que l'objectif annuel n'ait pas été atteint, compte tenu des problèmes liés à la COVID-19, ces résultats montrent que l'alimentation scolaire reste un mécanisme efficace pour maintenir les enfants à l'école. Grâce à ce programme, le PAM vise également à augmenter le taux de scolarisation et à ramener les enfants à l'école. Si les données montrent une baisse des inscriptions cette année, cela pourrait être lié à des problèmes plus généraux du système éducatif dans le pays. Le PAM participe aux *États Généraux de l'Éducation*) et continue de plaider pour que les repas scolaires soient pris en compte dans l'analyse, la stratégie et les actions qui résulteront de cet examen. En relation avec ces défis systémiques, l'assiduité tend à être l'un des indicateurs les plus difficiles à améliorer. Toutefois, le PAM a observé une augmentation de la fréquentation en 2022 par rapport à l'année dernière, même si les objectifs annuels n'ont pas été atteints.

Le principal partenaire du PAM pour la mise en œuvre de l'alimentation scolaire est le gouvernement de la République du Congo, par l'intermédiaire du ministère de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, de la *Direction de l'Alimentation Scolaire* au niveau national et du *Service de l'Alimentation Scolaire* au niveau départemental. En 2022, le PAM a signé un accord de coopération avec la Direction nationale de l'alimentation scolaire afin d'institutionnaliser le partenariat entre les deux entités et de renforcer l'efficacité institutionnelle et la responsabilité de cette institution nationale. L'accord de coopération stipule des étapes précises liées au plan d'assistance technique entre le PAM et le gouvernement. Cela comprend l'identification de 20 écoles dans cinq départements pour lesquelles le gouvernement assumera la responsabilité et la direction de la gestion, avec le soutien du PAM. Le PAM s'est associé au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour soutenir l'amélioration des résultats en matière d'alphabétisation, de santé et de préparation et de stockage des aliments en toute sécurité.

En 2022, le PAM s'est effectivement positionné dans le secteur de l'éducation du pays et continue de plaider en faveur de l'investissement dans la santé et la nutrition des enfants d'âge scolaire et des adolescents afin d'optimiser les investissements dans l'éducation. Le pays est membre de la coalition mondiale pour les repas scolaires depuis août 2021 et a récemment participé au Sommet sur la transformation de l'éducation. Par cet engagement, le gouvernement de la République du Congo s'engage à fournir une alimentation scolaire nutritive et équilibrée à tous les enfants vulnérables, à améliorer l'accès et l'équité à une éducation de qualité tout en renforçant leur santé, leur croissance et leur développement psychosocial. En outre, le gouvernement soutiendra les communautés agricoles locales et liera les programmes d'alimentation scolaire à la production locale afin de mettre en place un système alimentaire plus durable, équitable et nutritif.

La vaste géographie du pays, sa faible densité de population, ses vastes forêts et ses fleuves étendus, associés à un réseau limité de transporteurs, continuent de poser des problèmes logistiques pour la livraison de denrées alimentaires aux écoles. Les recommandations issues de l'évaluation des capacités logistiques réalisée en mars 2022 contribuent à trouver d'autres modalités contractuelles pour améliorer la distribution tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Dans le cadre de l'activité 3, le PAM a continué à renforcer les capacités du gouvernement en matière de protection sociale par le biais du programme financé par le Fonds conjoint pour la réalisation des ODD. Achevé en juin, ce programme a été mis en œuvre depuis 2020 avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin d'améliorer l'accès des populations autochtones aux services sociaux de base et de renforcer leurs moyens de subsistance dans la Lékoumou, un département aux indicateurs sociaux en retard, qui abrite 25 % de la population autochtone du pays.

En s'appuyant sur l'expertise commune des trois agences, et conformément à leurs mandats, programmes et opérations respectifs en République du Congo, le programme a contribué à renforcer les capacités nationales à fournir des services de protection sociale de qualité, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Seize centres de santé ont reçu des compléments alimentaires et des équipements spécialisés et 54 agents de santé communautaires ont été formés à la gestion intégrée de la malnutrition aiguë, de la violence sexiste et de la santé sexuelle et procréative. Des services avancés et mobiles de vaccination, de soins prénataux, de détection et de prise en charge des cas de malnutrition étaient essentiels pour atteindre les populations autochtones dans leurs communautés. Associée à la gratuité des soins de santé, cette stratégie a contribué à augmenter les traitements de la malnutrition chronique (5 553 femmes enceintes et allaitantes et 5 615 enfants ont bénéficié d'un traitement gratuit contre la malnutrition).

Avec le soutien du ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, et d'autres ministères sectoriels, ce programme conjoint a contribué à la mise en œuvre de politiques intégrées telles que le programme d'alimentation scolaire qui, associé à la fourniture de kits scolaires et à des campagnes de retour à l'école, a bénéficié à plus de 2 000 enfants indigènes inscrits dans des écoles publiques élémentaires. Outre la réduction du taux d'abandon scolaire des enfants autochtones (de 59 à 45 %), les cantines scolaires ont contribué à réduire les préjugés à l'égard des enfants autochtones en impliquant leurs parents - traditionnellement marginalisés - dans la préparation et la distribution des repas.

En 2022, des actions de sensibilisation et de plaidoyer ont été menées sur les droits fonciers des populations autochtones et, plus généralement, sur leurs droits et la protection des enfants. Le PAM a organisé un atelier en juin à Brazzaville sur l'application de la loi 21-2018 sur l'occupation et l'acquisition des terres en République du Congo. Cette réunion de haut niveau a abouti à l'adoption d'une feuille de route pour les droits fonciers des populations autochtones dans le pays. Des campagnes de sensibilisation aux droits fonciers ont également été menées dans les cinq districts de la Lékoumou, permettant à 17 organisations paysannes soutenues par le programme d'accéder à la terre.



Le programme conjoint des Nations unies a également réussi à mettre en place des mécanismes de coordination centraux et locaux, tels que le comité de coordination technique présidé par le préfet du département de la Lékoumou, qui continue à se réunir régulièrement depuis la fin du projet. Il a également amélioré les conditions de vie des petits exploitants autochtones en leur permettant d'accéder à des moyens de subsistance à plus forte valeur ajoutée. Les résultats de ces interventions sont présentés dans la section suivante, consacrée à l'effet direct stratégique 3.

En améliorant l'accès des filles à l'éducation et leur maintien dans le système éducatif, le PAM cherche à réduire la probabilité de mariages et de grossesses précoces. Le PAM contribue également aux activités de transformation des relations entre hommes et femmes dans le cadre de la modalité HGSF, en liant les repas scolaires aux achats locaux et en soutenant les agriculteurs locaux et l'agriculture. Le genre et l'âge ont été partiellement intégrés dans la mise en œuvre des activités qui ont contribué à l'effet direct stratégique 2, comme le montre le score de 1 du marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge pour les activités 2 et 3. Cela reflète les possibilités d'amélioration, notamment en ce qui concerne la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe afin de mieux comprendre les différences entre les sexes et d'en tenir compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets.

## MARQUEURS DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET DE L'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	CODE DE SURVEILLANCE MAG
Fournir des repas scolaires sûrs, adéquats et nutritifs, donnés en nature et achetés localement, aux écoliers ciblés.	1.
Apporter un soutien technique au gouvernement sur la mise en œuvre et le suivi des politiques, le ciblage, l'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, la qualité des systèmes de protection sociale et les liens avec les petits exploitants agricoles	1.

## Effet direct stratégique 03 : Les petits exploitants et les communautés ciblées disposent de moyens d'existence productifs et durables qui renforcent les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle



1 718 petits exploitants agricoles ont bénéficié d'un soutien technique, analytique et sous forme de petits équipements



17 abris livrés à des groupes d'agriculteurs pour améliorer la sécurité et le stockage des denrées alimentaires

Conformément aux priorités nationales en matière de développement agricole, le PAM s'associe au gouvernement de la République du Congo pour renforcer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles, en améliorant leur accès aux marchés, leur inclusion financière et leur intégration dans la chaîne de valeur alimentaire. Du côté de l'offre, le PAM dote les agriculteurs vulnérables des connaissances, des moyens et des outils dont ils ont besoin pour accroître leur productivité agricole, adapter leurs pratiques à la variabilité saisonnière et aux effets du changement climatique, et améliorer la qualité de leurs produits. Du côté de la demande, le PAM améliore l'accès des petits exploitants aux marchés locaux, notamment par le biais du programme d'alimentation scolaire. Le PAM accorde une importance particulière au soutien des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les communautés indigènes, qui sont plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et sont donc plus exposés à l'insécurité alimentaire.

Grâce aux contributions généreuses des partenaires du PAM, les activités liées à l'effet direct stratégique 3 en 2022 ont été bien financées, les ressources disponibles dépassant de 318 % l'objectif fixé par le plan de mise en œuvre. Toutefois, la plupart de ces contributions étaient liées à des projets pluriannuels financés par le Fonds d'adaptation et l'Union européenne (UE). Ce facteur explique les taux de dépenses relativement faibles, correspondant à 41 % du plan de mise en œuvre.

En 2022, le PAM a continué à fournir un appui intégré aux petits exploitants du département de la Bouenza pour renforcer la chaîne de valeur du manioc artisanal. Le projet « ProManioc », financé par l'UE et lancé en 2020, vise à améliorer les moyens de subsistance et la nutrition des petits exploitants agricoles (en particulier les jeunes et les femmes). Il soutient la production de manioc, sa transformation en produits dérivés tels que le *gari*, l'*attiéké*, la farine, l'amidon et le tapioca, ainsi que sa commercialisation sur les marchés locaux et dans les cantines scolaires assistées par le PAM. Après avoir formé et équipé 630 petits exploitants agricoles (50 groupements) dans le département de la Bouenza en 2021/début 2022, le PAM a obtenu une extension du projet de 8 mois jusqu'en mai 2023 pour conclure les activités du projet dans la Bouenza, étendre sa portée géographique par la mise en commun d'équipements et le partage de connaissances à base communautaire et pour renforcer le lien avec les cantines scolaires. En 2022, le PAM a distribué 86 machines de traitement du manioc fabriquées par des artisans locaux préalablement formés par le projet. Cet équipement a permis aux petits exploitants de produire plus de 152 tonnes de *gari* et d'*attiéké*, deux dérivés du manioc dont la valeur ajoutée est supérieure à celle des produits de manioc les plus courants dans le pays. Le PAM a également organisé des échanges d'expériences avec des petits exploitants d'autres départements, ainsi que des démonstrations et des dégustations publiques. En mai 2022, le PAM a commencé à relier les petits exploitants « ProManioc » aux initiatives d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans le département du Pool et a organisé des activités de sensibilisation à la nutrition dans les cinq écoles qui achètent du *gari* pour leurs cantines scolaires bénéficiant de l'aide du PAM.

Le PAM a également tiré parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour soutenir les efforts du gouvernement visant à promouvoir la transformation et la commercialisation des produits du manioc. En août 2022, le PAM a conclu un projet lancé en 2020 avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), qui visait à stimuler la production locale de farine de manioc enrichie. Financé par le mécanisme SSTC Chine-FIDA, ce projet a ciblé le district de Loudima dans le département de la Bouenza, qui, selon la Banque mondiale, représente 16 % de la production nationale totale de manioc. Le PAM et ses partenaires ont examiné le contexte de la sécurité alimentaire dans le pays, étudié les méthodes d'enrichissement appropriées au niveau local et travaillé avec 10 groupes de petits exploitants locaux (107 petits exploitants) pour évaluer et améliorer leurs techniques de production de manioc et leurs capacités de transformation. Le PAM a également équipé ces groupes de 10 hangars pour stocker leur production en toute sécurité. Le PAM s'est associé à des experts de l'Institut des ressources naturelles de l'Université de Greenwich et de l'Institut national de recherche en sciences de l'ingénieur, innovation et technologie pour aider le gouvernement à actualiser ses normes de sécurité alimentaire pour les produits dérivés du manioc. Le PAM a également dispensé des formations au personnel de l'Institut national de recherche et l'a équipé de tests de sécurité et de qualité des aliments. En conséquence, l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité a approuvé et adopté des normes de sécurité pour la farine de manioc consommable en août 2022.

Le PAM a poursuivi la mise en œuvre des activités financées par le ministère chinois de l'agriculture et des affaires rurales afin de renforcer la capacité des petits exploitants à produire des produits artisanaux à base de manioc. Lancé en 2019, le projet est entré dans sa troisième phase en 2021 et s'est poursuivi tout au long de l'année 2022. Conformément aux priorités identifiées par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, le PAM a étendu

le projet aux départements des Plateaux et du Pool et a ajouté un nouvel axe sur la chaîne de valeur de la banane plantain. Le PAM a organisé une formation de formateurs pour 50 petits exploitants dans le département du Pool, qui ont été formés à l'utilisation des dérivés du manioc dans la cuisine au quotidien. Le PAM a également livré sept hangars aux bénéficiaires de la phase précédente du projet dans le département de la Bouenza, leur permettant de conserver et de stocker leur production en toute sécurité. En juillet 2022, le PAM et son Centre d'excellence en Chine ont organisé un atelier technique en ligne sur les technologies de transformation du manioc et de la banane. Cette activité a été menée en collaboration avec l'Académie chinoise des sciences agricoles tropicales et adaptée aux représentants des groupes de petits exploitants soutenus par le PAM et aux techniciens du ministère en charge de l'agriculture. Il a permis un partage des connaissances entre les parties prenantes du SSTC de la République du Congo, de la Chine et de Madagascar. Le PAM et ses partenaires ont également lancé la production de 10 vidéos de formation sur ces deux chaînes de valeur, qui seront diffusées en 2023.

Pour renforcer la durabilité de ses activités liées à l'effet direct stratégique 3, le PAM a favorisé l'accès des agriculteurs/transformateurs de produits alimentaires aidés aux marchés au-delà du PAM, en améliorant les liens entre les acteurs des différents niveaux de la chaîne de valeur agricole. Le PAM a parrainé des petits exploitants des départements de la Bouenza et du Pool, ainsi que des artisans locaux formés en 2021 à la fabrication de machines de transformation des aliments, pour participer à des foires agricoles à Brazzaville et à Dolisie. Ils ont eu l'occasion de rencontrer divers acheteurs de leurs produits, des professionnels de la restauration et des transformateurs de produits alimentaires qui ont manifesté leur intérêt pour l'investissement dans des équipements innovants produits localement. Le PAM a également présenté les artisans locaux soutenus par l'un des plus grands producteurs de matériel agricole de petite et moyenne taille du pays.

Parallèlement, en 2022, le PAM a continué d'aider le gouvernement et les communautés congolaises à s'adapter aux conséquences du changement climatique. En février 2022, le PAM et le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo ont officiellement lancé la mise en œuvre du projet pluriannuel « Renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique des communautés vulnérables vivant dans le Bassin du fleuve Congo » financé par le Fonds d'Adaptation. Le projet vise à améliorer la capacité d'adaptation et la sécurité alimentaire des communautés vulnérables en République du Congo, en menant des études ciblées là où des preuves supplémentaires sont nécessaires, en renforçant la capacité du gouvernement et de la société civile, en fournissant des services climatiques aux petits exploitants et en aidant les communautés des départements de la Likouala, de la Sangha et de la Bouenza, en particulier les populations indigènes, à appliquer des mesures d'adaptation à leurs activités productives. Malgré les retards dans la mise en œuvre du projet, en 2022, le PAM et le gouvernement ont mis en place une unité nationale de coordination du projet, organisé le premier comité de pilotage du projet et créé des mécanismes de financement pour garantir les flux financiers entre le PAM et le ministère. Le PAM a également soutenu la participation du ministère de l'environnement aux négociations internationales sur le climat, en finançant la participation de la ministre et de sa délégation à la COP27.

En juin 2022, le PAM a conclu la mise en œuvre d'un programme financé par le Fonds conjoint pour les ODD visant à améliorer l'accès à la protection sociale et à renforcer les moyens de subsistance des populations autochtones du département de la Lékoumou. Au-delà des résultats liés à la protection sociale présentés dans la section relative à l'effet direct stratégique 2, le PAM a fourni du matériel, des semences, des alevins et une formation à 22 groupes de petits exploitants, comprenant 398 petits exploitants agricoles/transformateurs alimentaires autochtones et bantous, afin d'améliorer la durabilité de leurs activités génératrices de revenus autour des chaînes de valeur du riz, du manioc, du maïs, des arachides, du poisson et de l'huile de palme.

Le PAM continue de solliciter des partenariats financiers stratégiques pour aider le gouvernement de la République du Congo à atteindre ses objectifs en matière de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2022, le PAM et ses partenaires ont finalisé la formulation du projet de deux ans financé par le fonds Facility for Poverty and Hunger Alleviation (IBSA), créée par l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, qui a été officiellement approuvé par le Conseil en décembre. Cette initiative de coopération Sud-Sud renforcera la capacité nationale à aider les petits exploitants à accéder aux marchés locaux, y compris les écoles, en exploitant les solutions politiques et techniques pertinentes des pays de l'IBSA dans ce domaine à partir de 2023.

Le genre et l'âge ont été partiellement intégrés dans la mise en œuvre de l'activité qui a contribué à l'effet direct stratégique 3, comme le montre le score de 1 du marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge pour l'activité 4. Dans le cadre de cette intervention, le PAM a favorisé l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en leur fournissant des compétences financières ou une formation professionnelle dans des activités non traditionnelles (telles que la soudure), mais la note reflète des possibilités d'amélioration, notamment en ce qui concerne la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe afin de mieux comprendre les différences entre les sexes et d'en tenir compte dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets.

## MARQUEURS DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET DE L'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	CODE DE SURVEILLANCE MAG
Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique	1.

## Effet direct stratégique 04 : Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que les systèmes nationaux, bénéficient des compétences techniques et des services du PAM

Depuis que la première révision budgétaire du Plan stratégique de pays (2019-2024) a été approuvée par le Conseil d'administration du PAM en février 2021, le PAM fournit des services de chaîne d'approvisionnement à la demande pour les partenaires dans le cadre de l'effet direct stratégique 5 et de l'activité associée 6. Les résultats de cette prestation de services sont présentés dans la section suivante.

### MARQUEURS DE L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET DE L'ÂGE DU PAM

ACTIVITÉ PSP	CODE DE SURVEILLANCE MAG
Fournir des services liés aux chaînes d'approvisionnement à la demande des partenaires	S/O

## Effet direct stratégique 05 : Les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement ont accès à l'expertise du PAM



**12 vols UNHAS** ont été effectués, transportant **263 humanitaires** et **12,3 millions de tonnes d'articles non alimentaires**



**184 réfugiés rapatriés volontairement** en République centrafricaine



**4 966 tonnes de denrées alimentaires** livrées en temps voulu pour les opérations d'urgence et l'alimentation scolaire



**11 évacuations médicales** effectuées par l'intermédiaire de l'UNHAS

Le PAM vise à combler les lacunes afin d'assurer la cohérence et l'efficacité de l'aide en permettant aux acteurs humanitaires et de développement de la République du Congo d'accéder à son expertise. Cet effet direct stratégique a été introduit par le biais d'une révision budgétaire approuvée en février 2021 afin de s'aligner sur le résultat stratégique 8 institutionnel du PAM : Le partage des connaissances, de l'expertise et de la technologie renforce le soutien du partenariat mondial aux efforts déployés par les pays pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) (cible 17.16 des ODD).

Avec l'activité 6, le PAM vise à fournir des services logistiques communs à la demande pour les partenaires - acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement - en coordonnant la gestion du soutien logistique au gouvernement de la République du Congo, à d'autres agences des Nations unies, aux partenaires coopérants et à la communauté humanitaire au sens large, afin de permettre l'acheminement en temps voulu de l'aide vitale.

Le PAM a assuré des déplacements spéciaux de personnes et des évacuations médicales par l'intermédiaire du service aérien d'aide humanitaire des Nations unies (UNHAS), garantissant une assistance humanitaire ininterrompue dans des endroits inaccessibles par d'autres moyens. L'UNHAS a effectué 12 vols, transportant 263 humanitaires, 184 réfugiés centrafricains qui ont été rapatriés volontairement,

11 évacuations médicales et 12,3 millions de tonnes de produits non alimentaires. Le PAM a également facilité le transport en bateau rapide entre Brazzaville et Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), pour le bureau du coordonnateur résident des Nations unies, le Fonds des Nations unies pour la population, le Fonds des Nations unies pour l'enfance et le PAM.

Le PAM a mis ses entrepôts à la disposition de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) (stockage de 360 m<sup>3</sup> de matériel médical à Brazzaville) et des Catholic Relief Services (stockage de 859,5 m<sup>3</sup> de produits non alimentaires à Pointe-Noire). Le PAM a également fourni des services de transport à l'OMS, en livrant 5,7 tonnes d'articles non alimentaires (représentant environ 79 m<sup>3</sup>) dans des zones très reculées du pays, sur une distance d'environ 2 000 kilomètres.

En République du Congo, le port de Pointe-Noire est essentiel pour l'Afrique centrale et constitue le principal port de déchargement pour les opérations du PAM. À Pointe-Noire, le PAM dispose d'une plateforme logistique pour gérer, stocker et expédier les produits arrivant dans le pays par la route et le fleuve. En 2022, le port de Pointe-Noire a reçu 7 425 tonnes de nourriture pour les opérations du PAM en République du Congo et 1 404 tonnes de nourriture pour les opérations du PAM en RDC. Conformément aux plans de distribution basés sur les besoins et les ressources, le PAM a livré en temps voulu 4 965,8 tonnes à Brazzaville, Nkayi, Bétouet Kindamba, puis aux sites de distribution et aux écoles.

La mauvaise qualité des routes dans le nord du département de la Lékoumou, le centre et le nord du département des Plateaux, et le département de la Likouala est restée un défi majeur pour les services de la chaîne d'approvisionnement et la distribution en 2022. Néanmoins, le taux de satisfaction des utilisateurs pour l'activité de prestation de services était de 100 %.

Le PAM a procédé à une évaluation des capacités logistiques au premier trimestre 2022, grâce à une contribution en nature du Conseil danois pour les réfugiés, et s'est efforcé d'élargir sa liste de transporteurs et de revoir les itinéraires et les moyens de transport. En 2023, le PAM prévoit de procéder à une évaluation des capacités de stockage et d'identifier de nouvelles plateformes logistiques pour le prépositionnement de denrées alimentaires et d'articles non alimentaires dans les zones difficiles d'accès.

Le PAM n'a pas pris en compte l'intégration du genre et de l'âge dans ces activités car il n'y a pas de bénéficiaires directs ; le marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge n'était donc pas applicable à cet effet direct stratégique.

# Résultats transversaux

## Progrès vers l'égalité des sexes

### Amélioration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes parmi la population assistée par le PAM

La République du Congo est classée 147e sur 170 pays dans l'indice d'inégalité de genre 2021, reflétant l'inégalité entre les femmes et les hommes en matière de santé procréative, d'autonomisation et de participation au marché du travail [1]. Alors que l'écart entre les sexes en matière de participation à la population active est plus faible en République du Congo qu'en Afrique subsaharienne (2,5 contre 11,4), l'écart entre les hommes et les femmes occupant un emploi vulnérable y est deux fois plus important, 90,7 % des femmes qui travaillent ne bénéficiant pas de dispositions formelles en matière de travail, de protection sociale et de filets de sécurité pour se prémunir contre les chocs économiques [2].

Malgré certains progrès, les disparités entre les sexes, la violence fondée sur le sexe et les normes sociales désavantageuses auxquelles sont confrontées les femmes et les filles persistent, ce qui affecte également leur sécurité alimentaire. La dernière évaluation nationale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a révélé que 37,1 % des ménages dirigés par des femmes étaient en situation d'insécurité alimentaire (dont 5 % en situation grave), contre 31,5 % des ménages dirigés par des hommes (dont 3,6 % en situation grave). Cela s'explique en partie par le fait que les femmes sont confrontées à des disparités entre les sexes en matière d'accès à la terre et à d'autres ressources/services productifs. Les femmes à la tête d'un ménage ont généralement un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes, sont quatre fois plus susceptibles d'être célibataires et deux fois plus susceptibles d'être au chômage [3].

Lors de la conception et de la mise en œuvre de ses activités, le PAM s'est efforcé de rester attentif à l'égalité des sexes, conscient des synergies entre l'objectif de développement durable n° 2 (Faim zéro) et l'objectif n° 5 (Égalité des sexes). Les femmes/filles représentaient la plupart des bénéficiaires du PAM en 2022 et, dans la mesure du possible, le PAM a donné la priorité aux ménages dirigés par des femmes, en visant des résultats transformateurs qui renforcent leur pouvoir de décision au niveau du ménage, de la communauté et de la société.

Le PAM a également pris en compte les besoins spécifiques des femmes lors des distributions, en accordant un accès prioritaire aux femmes enceintes et allaitantes, et s'est efforcé d'accroître la sensibilisation à la nutrition sur les sites de distribution par le biais d'affiches et d'un personnel formé afin d'inciter les hommes et les femmes à faire des choix nutritifs pour leur foyer. Les résultats positifs de ce travail sont illustrés par les données de suivi de 2022, qui montrent que les décisions relatives à l'utilisation de l'aide sans conditions reçues ont été prises conjointement ou par des femmes dans 70 % des ménages de réfugiés et de demandeurs d'asile, 79 % des ménages touchés par les inondations et 95,4 % des ménages urbains assistés. L'assistance urbaine du PAM visait principalement les ménages dirigés par des femmes, ce qui explique le taux élevé pour ce groupe. Lors du suivi post-distribution, les femmes ont indiqué qu'elles se sentaient en sécurité lorsqu'elles recevaient de l'aide.

Dans le cadre des projets relatifs aux moyens de subsistance, le PAM a mis l'accent sur le renforcement des capacités des femmes rurales, dans le but d'accroître leur autonomie économique grâce à des formations adaptées et au développement de compétences techniques, telles que la transformation des aliments, l'élaboration de plans d'activité, la gestion financière et la gestion de coopératives. Les 160 femmes productrices de Mbala Pinda - une collation traditionnelle nutritive à base de manioc et d'arachides - ont continué à approvisionner 15 cantines scolaires du PAM. Grâce à l'augmentation de leurs revenus depuis le lancement du projet en 2020, elles ont pu étendre leurs champs et augmenter leur production.

Le PAM a soutenu la formation de 151 agents de santé à la prévention de la violence liée au sexe, en collaboration avec le Fonds des Nations unies pour la population. Cette intervention a également mis en place un système de coordination permettant d'orienter les victimes de violence liée au sexe vers les hôpitaux des deux plus grandes villes du pays.



# Protection et redevabilité envers les populations affectées

**Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences**

L'intégration de la protection est une priorité pour les opérations du PAM en République du Congo, en particulier pour sa réponse aux réfugiés dans les départements de la Likouala et des Plateaux. Ces deux départements accueillent plus de 40 000 réfugiés et demandeurs d'asile - dont 10 000 vivent sur deux sites - et subissent fréquemment des catastrophes cycliques liées au climat. Dans ce contexte marqué par les inégalités entre les sexes et les déséquilibres de pouvoir, la pauvreté et la grande vulnérabilité aux chocs exacerbent les risques à la protection tels que la violence fondée sur le sexe, et augmentent le risque d'abus et d'exploitation, y compris de nature sexuelle.

Pour atténuer ce risque, le PAM a renforcé les capacités de son personnel et de ses partenaires en matière de violence liée au sexe, de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (EAS) et de principes « ne pas nuire ». En 2022, le PAM a désigné et formé un point focal de haut niveau et un suppléant à la protection contre l'EAS et a déployé des efforts concertés pour rafraîchir les connaissances du personnel sur la tolérance zéro à l'égard de l'EAS. En ce qui concerne les opérations en faveur des réfugiés, le PAM suit de près les questions de protection avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les deux agences disposant de bureaux auxiliaires/de terrain dans les départements de la Likouala et des Plateaux.

Étant donné que la prévalence de la violence liée au sexe dans les écoles de la République du Congo est alarmante [1], le PAM a également mis en place un comité chargé de développer des activités spécifiques sur la violence liée au sexe et l'EAS. Ils seront déployés à partir de 2023 à travers le réseau de 532 écoles publiques soutenues par le programme d'alimentation scolaire du PAM, en synergie avec d'autres agences des Nations Unies et les autorités compétentes.

Pour fournir une aide alimentaire d'urgence dans les départements de la Likouala, du Pool et des Plateaux, le PAM a utilisé SCOPE, la plateforme de gestion des informations et des transferts des bénéficiaires de l'institution. Ses fonctionnalités et ses capacités protègent les prestations des personnes - SCOPE aide à garantir que le PAM fournit la prestation voulue à la bonne personne au bon moment - et renforcent la responsabilité, car il réduit les possibilités d'erreur humaine ou de fraude en mettant en œuvre la séparation standard des tâches, en appliquant des processus automatisés et en limitant l'accès à des données spécifiques aux seuls utilisateurs autorisés.

Des réunions de coordination ont été organisées avant les distributions générales de nourriture afin d'informer les communautés concernées du calendrier, de la sélection des bénéficiaires, de la composition de la ration en nature ou du montant du transfert et des prix des produits de base. Pour les activités de création d'actifs, des consultations en amont ont été menées avec les communautés des départements ciblés afin d'identifier les actifs à construire ou à réhabiliter et d'obtenir des résultats plus positifs à long terme, tels que la pertinence, la durabilité et l'engagement. Des mesures spécifiques ont été mises en place sur les sites de distribution pour les personnes ayant des besoins particuliers, telles que les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes âgées, les personnes handicapées, etc. Le PAM a également travaillé avec des partenaires coopérants pour diversifier les moyens de communication avec les bénéficiaires, tels que les crieurs publics, l'affichage, les annonces sur les radios locales ou les appels téléphoniques.

Les mesures d'atténuation de la COVID-19 ont été progressivement abandonnées au début de l'année 2022. Toutefois, le PAM a mis en place un protocole rigoureux de minimisation des risques et a veillé à ce que le personnel, les partenaires et les bénéficiaires utilisent correctement les produits d'hygiène disponibles sur les sites de distribution.

Pour l'ensemble de ses activités, le PAM disposait d'un mécanisme de dépôt de plaintes et de rétroaction (CFM) pour recevoir les plaintes et les commentaires des habitants des communautés où le PAM opère et ainsi accroître l'influence des communautés touchées sur les programmes et améliorer la qualité de ces derniers.

Le CFM comprend des boîtes à suggestions et un bureau des réclamations et des réactions géré par le PAM, les partenaires coopérants et le HCR pour l'intervention auprès des réfugiés, ainsi qu'une ligne téléphonique d'urgence destinée à être utilisée dans toutes les activités.

Le système d'assistance téléphonique du PAM permet aux bénéficiaires de faire part de leurs commentaires ou de leurs réclamations sans se mettre en danger et sans frais. Le numéro de contact est affiché sur des

autocollants et des banderoles dans chaque site de distribution, dans les écoles soutenues, et des efforts sont en cours pour l'afficher dans tous les centres de santé assistés du pays. Les bénéficiaires sont régulièrement informés des canaux mis à leur disposition par le PAM pour signaler des irrégularités ou des préoccupations concernant la mise en œuvre du projet.

En 2022, le PAM a établi une nouvelle procédure opérationnelle standard pour le système d'assistance téléphonique et a mis en place un comité multi-unités chargé d'enregistrer les réclamations, d'enquêter, de prendre des mesures et de fournir un retour d'information au plaignant dans des conditions de sécurité, de dignité et de rapidité. La ligne d'assistance a reçu 148 appels en 2022, dont 95 % émanaient de bénéficiaires. Près de la moitié d'entre eux provenaient des bénéficiaires de l'aide urbaine du PAM et, dans une moindre mesure, des réfugiés et des demandeurs d'asile (20 %), du personnel scolaire (4 %) et des petits exploitants agricoles (seulement deux appels). Environ 20 % des appelants cherchaient des informations, 10 % demandaient de l'aide et 60 % signalaient des problèmes ou des préoccupations, principalement liés à la taille de la ration, à des problèmes techniques ou à l'inadéquation de la taille du ménage considéré. En cas de problèmes techniques, le PAM a contacté le partenaire chargé des transferts électroniques pour résoudre le problème et, dans la mesure du possible, le PAM a veillé à ce que le personnel informatique soit présent sur les sites de distribution afin d'atténuer les risques. En cas d'incohérence signalée dans la taille des ménages prise en compte dans les opérations en faveur des réfugiés, le PAM a coordonné avec le HCR l'examen des listes de réfugiés et la mise en œuvre des corrections nécessaires.

Dans le cadre des activités de démarrage du projet financé par le Fonds d'adaptation, des consultations communautaires ont été organisées en janvier 2022 pour informer le PAM des préférences et des besoins concernant les activités à mener au cours de ce projet quinquennal. Cette approche participative était d'autant plus importante que 44 % des bénéficiaires du projet appartiennent à des communautés indigènes, dont les territoires, les ressources, les moyens de subsistance, l'intégrité culturelle et les connaissances traditionnelles doivent être préservés. Ces consultations étaient conformes au processus de consentement préalable, libre et éclairé qui a guidé la conception du projet dès le départ, en veillant à ce que les populations autochtones soient placées au centre du processus décisionnel, pour une assistance mieux adaptée et, en fin de compte, une plus grande appropriation du projet.

En 2022, le PAM a progressé dans la fourniture du meilleur service possible aux personnes qu'il assiste, comme en témoigne la proportion de personnes ciblées qui ont déclaré que les programmes du PAM étaient décents. Ce chiffre a augmenté de manière significative depuis 2021 : 7 points de pourcentage pour les réfugiés, 10 pour les demandeurs d'asile et 6 pour les ménages urbains. Les populations touchées ont pu demander au PAM et à ses partenaires de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs points de vue et de leurs préférences grâce à la diffusion d'informations, à des consultations et au mécanisme de gestion des crises. La proportion de réfugiés informés sur le programme s'est considérablement améliorée, avec une augmentation de 22 points de pourcentage depuis 2021, et celle des demandeurs d'asile, avec une augmentation de 10 points de pourcentage.

# Environnement

## Les communautés ciblées bénéficient des programmes du PAM d'une manière qui ne nuit pas à l'environnement

La République du Congo est l'un des pays les plus vulnérables à la crise climatique. Selon le Notre Dame Global Adaptation Initiative Country Index, le Congo est le 41<sup>e</sup> pays le plus vulnérable et le 7<sup>e</sup> le moins prêt à faire face au changement climatique. Avec la hausse des températures, la variabilité accrue des précipitations, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, le pays nécessite de gros investissements pour améliorer sa préparation et se doit d'agir urgemment.

Chaque année depuis 2019, entre octobre et février, des inondations récurrentes affectent gravement l'économie rurale du pays - largement caractérisée par des activités sensibles au climat telles que l'agriculture vivrière - et les infrastructures. S'ajoutant à une capacité d'adaptation limitée, ces chocs climatiques obligent les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire à adopter des stratégies d'adaptation négatives, telles que l'épuisement du capital ou les récoltes précoces, qui exacerbent la fragilité des moyens de subsistance, ou encore l'agriculture traditionnelle, qui peut entraîner une dégradation de l'environnement.

Le gouvernement de la République du Congo s'est engagé à gérer durablement les ressources naturelles et à lutter contre le changement climatique, notamment en participant activement aux négociations internationales sur le changement climatique en 2022 (y compris la COP27 et les événements connexes). Outre le projet financé par le Fonds d'adaptation mis en œuvre par le PAM dans le bassin du fleuve Congo, le Congo bénéficie de plusieurs grands projets d'action climatique financés par le Fonds vert pour le climat, la Banque mondiale et l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale.

La politique environnementale du PAM engage l'organisation à veiller à ce que les interventions des programmes ne nuisent pas à l'environnement et à ce que les co-bénéfices environnementaux soient renforcés grâce à leur intégration dans la conception des programmes. En 2022, les activités de création d'actifs ont contribué à renforcer les écosystèmes en réhabilitant des routes rurales (département du Pool) et en transformant des terres en champs pour la culture de haricots, de riz et d'arachides (département de la Likouala). Cela a bénéficié à l'environnement en améliorant l'irrigation, en éliminant les espèces végétales envahissantes et en prenant des mesures pour conserver les nutriments du sol.

Grâce à son soutien aux petits exploitants, le PAM a contribué à augmenter considérablement le volume des ventes des petits exploitants (de 32 tonnes en 2021 à 674 tonnes en 2022) et a encouragé des efforts plus importants pour réduire les pertes alimentaires tout au long de la chaîne de valeur. Ces deux facteurs contribuent à accroître la disponibilité des denrées alimentaires dans le pays sans consommer de ressources naturelles supplémentaires et à réduire la nécessité et le coût du transport et des importations.

L'approche de planification participative du PAM, basée sur la communauté, s'est activement engagée avec les parties prenantes et les autorités locales pour examiner les activités proposées dans le cadre du projet du Fonds d'adaptation en termes de durabilité et de risques sociaux et environnementaux. Les consultations départementales, achevées en 2022, ont impliqué des populations autochtones dont les moyens de subsistance traditionnels sont affectés par la déforestation et la dégradation de l'environnement induite par le changement climatique.

En avril 2022, le PAM a procédé à une évaluation environnementale de ses installations. Il a déterminé les étapes préliminaires à la mise en place d'un système de gestion de l'environnement conforme à la norme ISO 14001 afin d'identifier, de gérer et de réduire systématiquement les incidences sur l'environnement des activités internes. Bien que limités par l'absence de services environnementaux dans le pays, certains prestataires ont été identifiés au niveau local et régional pour éliminer et/ou recycler en toute sécurité certains flux de déchets. Le PAM a ensuite réalisé un inventaire des déchets électriques et électroniques et des projets sont en cours pour mettre en œuvre les actions recommandées. Le PAM identifiera d'autres possibilités d'amélioration au début de 2023 par le biais d'une mission d'ingénierie visant à élaborer le plan de rénovation du bureau de pays et des bureaux auxiliaires.

# Notes relatives aux données

## Aperçu

[1] En ce qui concerne le nombre insuffisant de personnes déplacées assistées par rapport au plan : Les personnes déplacées du département du Pool sont rentrées chez elles et leur statut est devenu celui de rapatriés ou de résidents. Les changements seront reflétés dans la prochaine révision du budget.

[2] En ce qui concerne le tableau de données sur la contribution du PAM aux ODD, l'indicateur lié aux ODD « Nombre de personnes atteintes (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM) avec des interventions pour prévenir et traiter la malnutrition (malnutrition aiguë modérée) » : 58 394 enfants de moins de 5 ans sont couverts par les programmes de traitement et de prévention de la malnutrition aiguë modérée (MAM). 46 603 femmes enceintes et allaitantes sont couvertes par les programmes de traitement et de prévention de la MAM.

## Contexte et opérations

[1] Gouvernement de la République du Congo. Ministère de la santé et de la population. Enquête nutritionnelle nationale utilisant la méthodologie SMART. 2022 (données collectées en 2021 avant la guerre en Ukraine ; publiées en décembre 2022 en raison de retards dans les procédures de vérification et d'analyse).

[2] UNICEF, République du Congo. Étude sur les violences de genre et les violences en ligne en milieu scolaire. 2019.

[3] Banque mondiale, portail de connaissances sur le changement climatique.

## Aperçu Financier du PSP

1. Le plan de mise en œuvre du SO1 est plus ou moins aligné sur les ressources disponibles. Les dépenses inférieures aux prévisions s'expliquent en partie par le fait que les fonds ne sont pas toujours arrivés en temps voulu, notamment pour les réfugiés, où il y a eu des défaillances en matière de pipeline au cours de l'année.
2. Dans le cadre du SO2, l'important montant de financement disponible comprend le financement pluriannuel McGovern-Dole du ministère de l'agriculture des États-Unis. Bien que les dépenses soient inférieures au plan de mise en œuvre, elles représentent une augmentation significative par rapport aux dépenses de 2021 (52 %).
3. Dans le cadre du SO3, les ressources disponibles ont largement dépassé les plans de mise en œuvre fondés sur les besoins, compte tenu de l'inclusion du Fonds d'adaptation et de la contribution pluriannuelle de l'UE.
4. Dans l'ensemble, la majeure partie des ressources disponibles était constituée de reports de l'année 2021.

# Effet direct stratégique 01

1. En ce qui concerne le nombre de bénéficiaires aidés dans le cadre du SO1 : Le PAM a aidé 217 038 personnes vulnérables, dont plusieurs ont participé à des sous-activités et sont donc comptabilisées selon différents indicateurs dans le tableau des Résultats. Il s'agit des bénéficiaires affectés par la COVID à Brazzaville et Pointe-Noire, des ménages de réfugiés centrafricains et des demandeurs d'asile de la République démocratique du Congo (RDC) qui ont bénéficié de la distribution générale (en nature et/ou par transfert de type monétaire) et dont les enfants âgés de 6 à 59 mois et/ou les femmes enceintes ou allaitantes ont reçu un traitement et une prévention de la MAM.

2. Score de diversité alimentaire (SDA) sur les réfugiés centrafricains : La raison pour laquelle le SDA continue d'être médiocre est que nous constatons une augmentation des ménages ayant une consommation pauvre et limitée par rapport aux années précédentes, ce qui se traduit par une faible diversification et une faible fréquence de la consommation alimentaire. L'introduction du transfert de type monétaire était censée améliorer le SDA, mais l'inflation a eu pour conséquence que les gens continuent à accéder aux mêmes produits qui sont les moins chers (les céréales), ce qui les empêche d'accéder à d'autres produits diversifiés.

3. Score de consommation alimentaire des réfugiés centrafricains : le score des ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable a chuté pour atteindre à peine la moitié de ce qu'il était en 2021, tandis que le pourcentage de ménages ayant une consommation médiocre ou limitée a augmenté.

4. Part des dépenses consacrées à l'alimentation des réfugiés centrafricains : D'une part, les bénéficiaires reçoivent une augmentation de leur revenu mensuel grâce au transfert de type monétaire, d'autre part, il y a une inflation des denrées alimentaires dans la Likouala. L'inclusion du transfert de type monétaire (qui doit être dépensé en nourriture) a un impact sur les dépenses totales en nourriture. En outre, l'augmentation des prix des denrées alimentaires a également conduit 59,56 % des réfugiés à consacrer plus de 65 % de leur revenu total à l'alimentation, soit un peu moins qu'en 2021 avec 66,57 %

5. Indicateurs de résultats A et D : les chiffres réels ont été inférieurs aux prévisions pour les raisons suivantes :

a. Initialement, au cours du PSP 2019, des fonds étaient disponibles pour les activités liées à l'alimentation et à la nutrition. De nombreuses activités liées aux indicateurs A&D ont été mises en œuvre dans plusieurs départements (Pool, Likouala). À l'époque, les valeurs des indicateurs de résultat du plan étaient plus élevées et les projections pour les années suivantes étaient également plus élevées.

b. Au fil du temps, des problèmes de financement sont apparus, notamment en raison de toutes les crises (COVID, conflit en Ukraine) dans le monde, ce qui a eu un impact sur le nombre d'activités FFA et nutritionnelles mises en œuvre. Les activités du FFA ont été planifiées dans le département du Pool et n'ont bénéficié d'aucun financement de la part de donateurs, à l'exception d'une partie du CASR allouée au BP par l'intermédiaire du BR. Il en va de même pour la nutrition dans le département du Pool. La nutrition a été mise en œuvre à l'aide de fonds américains qui avaient la flexibilité d'inclure la composante nutritionnelle.

6. Explication des lacunes dans les données du tableau des résultats :

Personnes vulnérables affectées par la pandémie de COVID localisées dans le département de Brazzaville :

- Le programme de traitement MAM pour les enfants âgés de 6 à 59 mois s'est déroulé d'avril à décembre 2021 ; par conséquent, les données sur les résultats ont été générées dans l'ACR 2021.

Enfants de 6 à 59 mois - localisés dans le département de la Lékoumou :

- Le traitement de la malnutrition aiguë modérée a commencé en 2020, mais le département de la Lékoumou a été rattaché au Pool. C'est la première année que les indicateurs de résultats du département sont calculés, il n'y a donc pas de données pour 2021 et 2020.

Demandeurs d'asile de la RDC localisés dans le département des Plateaux :

- Le programme de traitement MAM a débuté en 2019 pour les enfants âgés de 6 à 59 mois. Toutefois, en 2020, la distribution n'a eu lieu que pendant un mois (juin 2020), ce qui était insuffisant pour générer des données sur les résultats. En 2021, la distribution a eu lieu au cours du second semestre, à partir de juillet 2021. Les données sur les résultats ont été générées et sont disponibles dans les chiffres de l'ACR.
- Le programme de prévention de la MAM a débuté en juillet et s'est poursuivi en août 2020 pendant deux mois, ce qui n'était pas suffisant pour générer des données de résultats nécessitant six mois. En 2021, la distribution a été effectuée à partir de juillet 2021 et des données sur les résultats ont été générées.

Réfugiés centrafricains localisés dans le département de la Likouala :

- Le programme de traitement MAM a débuté en 2019 pour les enfants âgés de 6 à 59 mois. Des données sur les résultats sont disponibles.
- Cependant, le programme de prévention de la MAM a commencé en juin 2020 avec une distribution irrégulière, c'est pourquoi les chiffres des résultats sont absents avant 2021.

Les victimes des inondations dans la Likouala se composent de communautés d'accueil et de réfugiés centrafricains :

- En 2021, bien qu'il y ait eu une distribution, aucun suivi post-distribution (PDM) n'a été réalisé, ce qui indique un manque de données.

Rapatriés - localisés dans le département du Pool :

- En raison de l'absence d'activité dans le cadre du FFA, les indicateurs de résultats en matière de sécurité alimentaire n'ont été calculés qu'en 2021, et il n'y a donc pas d'indicateurs de résultats pour 2020 et 2021.

Personnes vulnérables affectées par la pandémie de COVID localisées dans le département de Brazzaville :

- Les indicateurs de résultats en matière de sécurité alimentaire ont été calculés en 2020 et utilisés comme base de référence pour le programme de 2021. Il n'y a donc pas d'indicateurs de résultats pour 2020.

# Effet direct stratégique 02

[1] Les données du tableau soulignent qu'au total, le taux d'abandon a été pire que les années précédentes ; toutefois, les données ventilées montrent que ce n'était pas le cas pour une sous-section de l'ensemble des bénéficiaires, à savoir les enfants indigènes du département de la Lékoumou.

[2] En raison de problèmes logistiques et de retards liés au prestataire de services financiers pour les transferts d'argent liquide aux écoles, les montants réels des transferts de type monétaire sont inférieurs aux prévisions.

[3] En ce qui concerne l'absence de tableaux de données pour l'activité 3 : Les activités de renforcement des capacités mises en œuvre dans le cadre du SO2 sont présentées dans l'activité 2. Dans le cadre du BR3, la modalité de renforcement des capacités sera ajoutée à l'activité 2. Les données nutritionnelles sont reprises dans les tableaux de données de l'activité 1.

# Progrès vers l'égalité des sexes

[1] Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Indice d'inégalité de genre 2021.

[2] Banque mondiale, portail de données sur le genre.

[3] Il y a une diminution du nombre de femmes qui composent les entités décisionnelles en matière d'aide alimentaire par rapport à 2021. La valeur déclarée est également inférieure à l'objectif prévu. Ce résultat reflète la réalité sur le terrain et les inégalités persistantes entre les hommes et les femmes dans le contexte de la République du Congo.

[3] Gouvernement de la République du Congo. Ministère de la santé et de la population. Enquête nutritionnelle nationale utilisant la méthodologie SMART. 2022 (données collectées en 2021 avant la guerre en Ukraine ; publiées en décembre 2022 en raison de retards dans les procédures de vérification et d'analyse).

[4] Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida. Estimations du VIH et du SIDA. 2021.

- Groupe cible : Victimes d'inondations - Lieu : Likouala - Modalité : Nourriture, bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale : L'absence de données pour 2021 est due à la non-application du PDM.

- Groupe cible : Rapatriés - Lieu : Pool - Modalité : Espèces, nourriture, bon de valeur - Sous-activité : Assistance alimentaire pour la création d'actifs : Aucun PDM n'a été mis en œuvre en 2020 et 2021 pour le FFA

- Groupe cible : Personnes vulnérables touchées par la pandémie de COVID - Lieu : Brazzaville - Modalité : Bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale : Aucun PDM n'a été effectué en 2020.

## Protection et redevabilité envers les populations affectées

[1] Selon l'étude sur les violences de genre et les violences en ligne en milieu scolaire réalisée en 2019 par le Fonds des Nations unies pour l'enfance, 37,5 % des filles sont victimes de violences sexuelles et 75,4 % sont exposées à des violences verbales et psychologiques.

- Groupe cible : Victimes d'inondations - Lieu : Likouala - Modalité : Nourriture, bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale : L'absence de données pour 2021 est due à la non-application du PDM.

- Groupe cible : Rapatriés - Lieu : Pool - Modalité : Espèces, nourriture, bon de valeur - Sous-activité : Assistance alimentaire pour la création d'actifs : Aucun PDM n'a été mis en œuvre en 2020 et 2021 pour le FFA

- Groupe cible : Personnes vulnérables touchées par la pandémie de COVID - Lieu : Brazzaville - Modalité : Bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale : Aucun PDM n'a été effectué en 2020.

## Environnement

[1] En ce qui concerne le manque de notes de données sur les indicateurs environnementaux : Les activités du PSP ne concernent pas encore les risques environnementaux et sociaux, mais le PAM prévoit un rapport à ce sujet à l'avenir.



# Annexe

## Communication d'informations sur les bénéficiaires dans les rapports annuels de pays du PAM

Pour produire des estimations du nombre total de bénéficiaires individuels que le PAM a aidés chaque année, les données de toutes les activités et modalités de transfert doivent être ajustées pour éliminer les chevauchements et ajouter de nouveaux bénéficiaires. D'autres informations générales sont fournies dans l'annexe des tableaux récapitulatifs de l'ACR.

L'estimation finale du nombre de bénéficiaires aidés dans chaque pays est validée par les bureaux de pays et saisie dans COMET à la fin de chaque année :

- le nombre total de bénéficiaires, qui est la somme de tous les bénéficiaires directs atteints dans le cadre de toutes les activités au niveau du pays, sur la base des totaux ajustés qui visent à éliminer les chevauchements ;
- le nombre total de bénéficiaires recevant des transferts alimentaires, des transferts de type monétaire et des bons d'achat de produits de première nécessité, ou un renforcement des capacités, soit la somme de tous les bénéficiaires directs atteints dans le cadre des activités pour chacune de ces modalités de transfert, sur la base des estimations ajustées qui visent à éliminer les chevauchements ;
- le nombre total de bénéficiaires aidés par chaque domaine d'activité soit la somme de tous les bénéficiaires directs atteints dans les huit domaines de programme du PAM au niveau national ;
- le nombre d'écoliers aidés dans le cadre des programmes scolaires, soit la somme de tous les participants aidés dans le cadre des programmes scolaires, ajustée pour exclure les chevauchements et les soutiens d'activités tels que les enseignants et les cuisiniers.

Bien que le PAM procède à une assurance qualité pour fournir des données sur les bénéficiaires qui soient aussi précises que possible, de nombreux problèmes subsistent en ce qui concerne la collecte, la vérification, la saisie et le traitement des données. Les nombres de bénéficiaires figurant dans les ACR doivent être considérés comme les « meilleures estimations », susceptibles d'être sur-estimés ou sous-estimés.

Pour la période de déclaration de 2022, les données sur le handicap ont été collectées en utilisant diverses approches : comptage des personnes dans les activités individuelles, ventilation des données à partir des rapports de suivi post-distribution (PDM) et d'autres sources de données provenant des agences des Nations unies et des données du recensement national. Étant donné que le PAM ne disposait pas de directives normalisées avant 2020, ces méthodes ont varié en fonction des besoins, des capacités et de l'expérience des diverses activités et divers contextes opérationnels du PAM. Pour avancer dans le cadre de la feuille de route 2020 pour l'inclusion du handicap, le PAM s'appuie sur des efforts continus pour intégrer et normaliser les méthodologies de collecte de données sur le handicap, en s'alignant sur les normes et les meilleures pratiques internationales.

# Chiffres et indicateurs

## Contribution du PAM aux ODD



### ODD 2 : Éradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

But stratégique du PAM :						Contribution du PAM (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM)					
Indicateur ODD	Résultats nationaux					Indicateur lié aux ODD	Direct				Indirect
	Unité	Femmes	Hommes	Globalement	Année		Unité	Femmes	Hommes	Globalement	
Prévalence de la sous-alimentation	%					Nombre de personnes atteintes (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM) dans le cadre de la réponse aux situations d'urgence et aux crises prolongées	Nombre				217 083
Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par type (émaciation et surpoids)	% émaciation	4,1	6,4	5,25	2022	Nombre de personnes atteintes (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM) avec des interventions pour prévenir et traiter la malnutrition (malnutrition aiguë modérée)	Nombre	31 146	27 248		58 394
Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, par type (émaciation et surpoids)	% de surcharge pondérale	1,2	1,7	1,5	2022	Nombre de personnes atteintes (par le PAM, ou par les gouvernements ou les partenaires avec le soutien du PAM) avec des interventions pour prévenir et traiter la malnutrition (malnutrition aiguë modérée)	Nombre	46 603			46 603

## Bénéficiaires par sexe et groupe d'âge

Catégorie de bénéficiaires	Genre	Prévu	Réel	% réel vs. Prévu
Bénéficiaires totaux	Hommes	169 266	163 107	96 %
	Femmes	202 694	221 375	109 %
	Total	371 960	384 482	103 %
Par groupe d'âge				
0-23 mois	Hommes	22 653	23 039	102 %
	Femmes	22 859	26 743	117 %
	Total	45 512	49 782	109 %
24-59 mois	Hommes	12 197	15 042	123 %
	Femmes	11 838	16 335	138 %
	Total	24 035	31 377	131 %

Catégorie de bénéficiaires	Genre	Prévu	Réel	% réel vs. Prévu
5-11 ans	Hommes	71 235	82 691	116 %
	Femmes	70 897	78 429	111 %
	Total	142 132	161 120	113 %
12-17 ans	Hommes	4 213	19 189	455 %
	Femmes	11 764	28 261	240 %
	Total	15 977	47 450	297 %
18-59 ans	Hommes	54 864	19 805	36 %
	Femmes	79 909	65 043	81 %
	Total	134 773	84 848	63 %
60 ans +	Hommes	4 104	3 341	81 %
	Femmes	5 427	6 564	121 %
	Total	9 531	9 905	104 %

## Bénéficiaires par statut de résidence

Statut de résidence	Prévu	Réel	% réel vs. Prévu
Résident	193 218	360 337	186 %
Réfugié	18 836	24 145	128 %
PDI	159 906	0	0 %

## Bénéficiaires par domaine de programme

Domaine de programme	Prévu	Réel	% réel vs. Prévu
Création d'actifs et moyens de subsistance	18 500	1 565	8 %
Programme de prévention de la malnutrition	50 421	71 172	141 %
Programme de traitement de la malnutrition	22 514	33 825	150 %
Programmes scolaires	130 000	173 171	133 %
Programmes de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants	525	1 718	327 %
Transferts de ressources sans conditions	150 000	110 476	73 %

## Transfert alimentaire annuel (tonnes)

Produits de première nécessité	Distribution prévue (tonnes)	Distribution réelle (tonnes)	% réel vs. Prévu
Tout le monde a accès à la nourriture			
Effet direct stratégique 01			
Haricots	81	10	12 %
Mélange maïs-soja	639	613	96 %
Sel iodé	55	22	41 %
Suppléments nutritifs à base de lipides	194	255	131 %
Suppléments nutritionnels prêts à consommer	96	35	36 %

Produits de première nécessité	Distribution prévue (tonnes)	Distribution réelle (tonnes)	% réel vs. Prévu
Riz	4 373	1 393	32 %
Pois cassés	1 231	408	33 %
Huile végétale	403	355	88 %
Effet direct stratégique 02			
Haricots	45	0	0 %
Poisson en conserve	338	0	0 %
Sel iodé	56	37	66 %
Riz	1 688	1 554	92 %
Pois cassés	405	412	102 %
Huile végétale	169	153	91 %

## Transfert annuel en espèces et bons d'achat de produits de base (dollars É.-U.)

Modalité	Distribution planifiée (transfert de type monétaire)	Distribution réelle (transfert de type monétaire)	% réel vs. Prévu
Résultat stratégique 01 : Tout le monde a accès à la nourriture			
Effet direct stratégique 01			
Espèces	172 800	248 421	144 %
Bon de valeur	25 549 200	3 954 521	15 %
Effet direct stratégique 02			
Bon de valeur	2 655 000	441 285	17 %

# Produits Escomptés et Effets Directs Stratégiques

Effet direct stratégique 01 : Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un choc ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année				Réponse aux crises	
Résultats					
Activité 01 : Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)					
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts de type monétaire	Tous	Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Femmes	2 298	378
			Hommes	2 202	687
			<b>Total</b>	<b>4 500</b>	<b>1 065</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts de type monétaire	Tous	Distribution générale	Femmes	65 408	32 454
			Hommes	62 592	21 553
			<b>Total</b>	<b>128 000</b>	<b>54 007</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Tous	Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Femmes	7 154	275
			Hommes	6 846	225
			<b>Total</b>	<b>14 000</b>	<b>500</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Tous	Distribution générale	Femmes	11 242	29 637
			Hommes	10 758	26 832
			<b>Total</b>	<b>22 000</b>	<b>56 469</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Enfants	Prévention de la malnutrition aiguë	Femmes	14 923	19 279
			Hommes	14 338	16 073
			<b>Total</b>	<b>29 261</b>	<b>35 352</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Enfants	Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes	7 473	11 867
			Hommes	7 201	11 175
			<b>Total</b>	<b>14 674</b>	<b>23 042</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Femmes enceintes et allaitantes	Prévention de la malnutrition aiguë	Femmes	21 160	35 820
			<b>Total</b>	<b>21 160</b>	<b>35 820</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Femmes enceintes et allaitantes	Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Femmes	7 840	10 783
			<b>Total</b>	<b>7 840</b>	<b>10 783</b>
A.2 : Transferts alimentaires			TONNES	7 072	3 091
A.3 : Transferts de type monétaire			Dollars	25 722 000	4 202 942

Résultats					
Activité 01 : Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)					
Indicateur de sortie	Indicateur détaillé	Unité de mesure	Prévu	Réel	
A : Les enfants, ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, souffrant de malnutrition modérée et touchés par une crise reçoivent des aliments nutritifs spécialisés propres à traiter la malnutrition et à améliorer leur état nutritionnel.					
Prévention de la malnutrition aiguë					
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.10 : Nombre de centres/sites de santé assistés	Centre de santé	165	178	
A : Les personnes vulnérables touchées par une crise tirent profit de la création ou de la remise en état d'actifs productifs qui appuient la transition vers la résilience et l'autosuffisance.					
Assistance alimentaire pour la création d'actifs					
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.11 : Nombre de sites institutionnels aidés	Site	575	14	
A : Les personnes vulnérables touchées par une crise reçoivent des transferts de type monétaire ou des transferts de vivres qui leur permettent de satisfaire leurs besoins élémentaires sur le plan alimentaire et nutritionnel.					
Distribution générale					

A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.11 : Nombre de sites institutionnels aidés	Site	140	32
D : Les personnes vulnérables touchées par une crise tirent profit de la création ou de la remise en état d'actifs productifs qui appuient la transition vers la résilience et l'autosuffisance.				
Assistance alimentaire pour la création d'actifs				
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblées, par type et unité de mesure	D.1.22 : Hectares (ha) de jardins créés	Ha	140	40
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblées, par type et unité de mesure	D.1.38 : Kilomètres (km) de routes de desserte réhabilités	Km	225	35
D.1 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les ménages et communautés ciblées, par type et unité de mesure	D.1.45 : Nombre d'actifs construits, restaurés ou entretenus par les communautés ciblées	Nombre	545	2

Résultats								
Activité 01 : Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible</b> : Réfugiés centrafricains - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Nourriture - <b>Sous-activité</b> : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion de la population cible participant à un nombre adéquat de distributions (observance)	Femmes	0	>70	>66	95,2	83,56		Données secondaires
	Hommes	0	>70	>66	92,95	84		Données secondaires
	Globalement	0	>70	>66	94,11	83,77		Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Réfugiés centrafricains - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)	Femmes	11,7	≤1,17	<9,5	7,46	11,41	18	Enquête du PAM
	Hommes	13,54	≤1,35	<9	8,53	11,04	16	Enquête du PAM
	Globalement	12,58	≤1,25	<9	8	11,22	17	Enquête du PAM
Score de diversité alimentaire	Femmes	3,28	=6	=6	4,05	4,05	4,3	Enquête du PAM
	Hommes	3,45	=6	=6	4,15	3,78	5	Enquête du PAM
	Globalement	3,36	=6	=6	4,1	3,91	4,6	Enquête du PAM
Part des dépenses consacrées à l'alimentation	Femmes	72,82	≤20	≤50	59,87	67,54	30,4	Enquête du PAM
	Hommes	72,09	≤20	≤50	59,24	65,61	34,8	Enquête du PAM
	Globalement	72,48	≤20	≤50	59,56	66,57	32,6	Enquête du PAM
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un apport alimentaire minimum acceptable	Femmes	41,82	≥85	≥80	62	58,3	70,23	Enquête du PAM
	Hommes	43,33	≥85	≥80	57,14	60,5	73,11	Enquête du PAM
	Globalement	42,61	≥85	≥80	59,78	59,19	71,67	Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Réfugiés centrafricains - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0,87	<15	<15	3,74	2,81	2,06	Données secondaires
	Hommes	1,02	<15	<15	3,65	4,46	3,84	Données secondaires
	Globalement	0,91	<15	<15	3,7	3,49	2,95	Données secondaires
Taux de mortalité avec le traitement MAM	Femmes	0,26	<3	<3	1,43	1,4	0,65	Données secondaires
	Hommes	0,17	<3	<3	1,39	2,97	0,68	Données secondaires
	Globalement	0,21	<3	<3	1,41	2,05	0,67	Données secondaires
Taux de non-réaction au traitement MAM	Femmes	0,28	<15	<15	4,52	5,26	2	Données secondaires
	Hommes	0,32	<15	<15	4,41	7,92	2,27	Données secondaires
	Globalement	0,3	<15	<15	4,47	6,37	2,14	Données secondaires



Taux de récupération avec le traitement MAM	Femmes	92,67	>75	>75	91,45	88,07	81,35	Données secondaires
	Hommes	90,3	>75	>75	89,28	79,21	82,18	Données secondaires
	Globalement	90,48	>75	>75	90,4	84,39	81,77	Données secondaires
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)	Femmes	84,8	=100	>50	67,09	72,7	52,52	Données secondaires
	Hommes	80,77	=100	>50	65,5	70,14	54,05	Données secondaires
	Globalement	82,78	=100	>50	66,32	71,62	53,29	Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Réfugiés centrafricains - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Transferts sans conditions de ressources pour soutenir l'accès à la nourriture								
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	25,09	>80	≥64,7	19,75	49,65	51,3	Enquête du PAM
	Hommes	30,23	>80	≥71,02	27,73	41,82	51,7	Enquête du PAM
	Globalement	27,52	>80	≥67,5	23,76	45,7	51,5	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	25,09	≤15	≥24,8	57,75	25,25	25,9	Enquête du PAM
	Hommes	28,68	≤15	≥16,8	47,27	22,51	35,9	Enquête du PAM
	Globalement	26,79	≤15	≥21,5	52,48	23,9	30,9	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	49,83	<5	≤10,5	22,51	25,1	22,8	Enquête du PAM
	Hommes	41,09	<5	≤12,18	25	35,67	12,4	Enquête du PAM
	Globalement	45,69	<5	≤11	23,76	30,4	17,6	Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Enfants âgés de 6 à 59 mois - <b>Localisation</b> : Brazzaville - <b>Modalité</b> : Nourriture - <b>Sous-activité</b> : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion de la population cible participant à un nombre adéquat de distributions (observance)	Femmes	0	>70	>66	97,71	79,11		Données secondaires
	Hommes	0	>70	>66	100,94	87,76		Données secondaires
	Globalement	0	>70	>66	99,22	82,74		Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Enfants âgés de 6 à 59 mois - <b>Localisation</b> : Brazzaville - <b>Modalité</b> : Nourriture - <b>Sous-activité</b> : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	3,2	1,52		Données secondaires
	Hommes	0	<15	<15	3,31	1,59		Données secondaires
	Globalement	0	<15	<15	3,25	1,55		Données secondaires
Taux de mortalité avec le traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	0,31	0,38		Données secondaires
	Hommes	0	<3	<3	0,32	0,61		Données secondaires
	Globalement	0	<3	<3	0,31	0,48		Données secondaires
Taux de non-réaction au traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	1,32	1,42		Données secondaires
	Hommes	0	<15	<15	1,36	2,32		Données secondaires
	Globalement	0	<15	<15	1,34	1,81		Données secondaires

Taux de récupération avec le traitement MAM	Femmes	0	>75	>75	93,68	95,74		Données secondaires
	Hommes	0	>75	>75	96,78	94,5		Données secondaires
	Globalement	0	>75	>75	95,13	95,2		Données secondaires
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)	Femmes	0	>70	>70	91,79	84,08		Données secondaires
	Hommes	0	>70	>70	94,83	84,24		Données secondaires
	Globalement	0	>70	>70	93,21	84,15		Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Enfants âgés de 6 à 59 mois - <b>Localisation</b> : Lekoumou - <b>Modalité</b> : Nourriture - <b>Sous-activité</b> : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	3,07			Données secondaires
	Hommes	0	<15	<15	2,88			Données secondaires
	Globalement	0	<15	<15	2,98			Données secondaires
Taux de mortalité avec le traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	0,96			Données secondaires
	Hommes	0	<3	<3	0,9			Données secondaires
	Globalement	0	<3	<3	0,93			Données secondaires
Taux de non-réaction au traitement MAM	Femmes	0	<15	<15	9,77			Données secondaires
	Hommes	0	<15	<15	9,15			Données secondaires
	Globalement	0	<15	<15	9,47			Données secondaires
Taux de récupération avec le traitement MAM	Femmes	0	>75	>75	89,32			Données secondaires
	Hommes	0	>75	>75	83,68			Données secondaires
	Globalement	0	>75	>75	86,61			Données secondaires
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)	Femmes	0	>50	>50	101,41			Données secondaires
	Hommes	0	>50	>50	95,01			Données secondaires
	Globalement	0	>50	>50	98,33			Données secondaires
Proportion de la population cible participant à un nombre adéquat de distributions (observance)	Femmes	0	>70	>70	83,46			Données secondaires
	Hommes	0	>70	>70	91,01			Données secondaires
	Globalement	0	>70	>70	87,09			Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Enfants âgés de 6 à 59 mois - <b>Localisation</b> : Pointe-Noire - <b>Modalité</b> : Nourriture - <b>Sous-activité</b> : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion de la population cible participant à un nombre adéquat de distributions (observance)	Femmes	95,2	>66	>66	85,63	91	95,2	Données secondaires
	Hommes	93,82	>66	>66	80	85,14	93,82	Données secondaires
	Globalement	94,51	>66	>66	82,84	88,44	94,51	Données secondaires

<b>Groupe cible</b> : Enfants âgés de 6 à 59 mois - <b>Localisation</b> : Pointe-Noire - <b>Modalité</b> : Nourriture - <b>Sous-activité</b> : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	6,84	<15	<15	15,57	2,74	6,84	Données secondaires
	Hommes	7	<15	<15	14,54	1,37	7	Données secondaires
	Globalement	6,92	<15	<15	15,06	2,09	6,92	Données secondaires
Taux de mortalité avec le traitement MAM	Femmes	0	<3	<3	2,59	0,61	0	Données secondaires
	Hommes	0	<3	<3	2,42	0,34	0	Données secondaires
	Globalement	0	<3	<3	2,51	0,48	0	Données secondaires
Taux de non-réaction au traitement MAM	Femmes	1,13	<15	<15	5,23	2,13	1,13	Données secondaires
	Hommes	1,43	<15	<15	4,89	1,71	1,43	Données secondaires
	Globalement	1,28	<15	<15	5,06	1,93	1,28	Données secondaires
Taux de récupération avec le traitement MAM	Femmes	81,44	>75	>75	79,98	92,71	81,44	Données secondaires
	Hommes	81,8	>75	>75	74,73	94,86	81,8	Données secondaires
	Globalement	81,62	>75	>75	77,38	93,72	81,62	Données secondaires
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)	Femmes	73,88	>70	>70	65,79	73,6	72,88	Données secondaires
	Hommes	73,52	>70	>70	61,47	77,25	73,52	Données secondaires
	Globalement	73,2	>70	>70	63,65	75,27	73,2	Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Demandeurs d'asile de la RDC - <b>Localisation</b> : Plateaux - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)	Femmes	17,32	≤8,66	≤12	15,72	3,43	16	Enquête du PAM
	Hommes	15,82	≤7,91	≤12	13,63	3,62	13	Enquête du PAM
	Globalement	16,39	≤8,2	≤12	14,25	3,52	14,5	Enquête du PAM
Score de diversité alimentaire	Femmes	3,88	=6	=6	3,12	3,43	3,4	Enquête du PAM
	Hommes	4,13	=6	=6	3,33	3,62	3,8	Enquête du PAM
	Globalement	4,03	=6	=6	3,27	3,52	3,6	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	60,61	>83	≥65,61	23,93	53,3	64,1	Enquête du PAM
	Hommes	77,73	>83	≥72	35,14	58,1	40,6	Enquête du PAM
	Globalement	71,14	>83	≥71,2	31,82	56,8	52,4	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	22,73	≤15	≥23,7	39,26	27,9	20,1	Enquête du PAM
	Hommes	16,59	≤15	≥21,5	38,24	26	24,2	Enquête du PAM
	Globalement	18,95	≤15	≥20,2	38,55	26,5	22,1	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	16,67	≤2	≤10,69	36,81	18,8	15,8	Enquête du PAM
	Hommes	5,69	≤2	≤6,5	26,61	15,9	35,2	Enquête du PAM
	Globalement	9,91	≤2	≤8,6	29,64	16,7	25,5	Enquête du PAM
Part des dépenses consacrées à l'alimentation	Femmes	55,3	≤5	≤44	80,37	89,09	32,1	Enquête du PAM
	Hommes	44,55	≤5	≤45	77,78	90,21	36,3	Enquête du PAM
	Globalement	48,69	≤5	≤44	78,55	89,65	34,2	Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Demandeurs d'asile de la RDC - <b>Localisation</b> : Plateaux - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Prévention de la malnutrition aiguë								

Proportion de la population cible participant à un nombre adéquat de distributions (observance)	Femmes	0	>70	≥66	102,44	92,77		Données secondaires
	Hommes	0	>70	≥66	91,94	91,58		Données secondaires
	Globalement	0	>70	≥66	97,47	92,25		Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Demandeurs d'asile de la RDC - <b>Localisation</b> : Plateaux - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								
Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	4,9	<15	<15	1,57	0,95		Données secondaires
	Hommes	3,6	<15	<15	1,41	1,55		Données secondaires
	Globalement	4,3	<15	<15	1,49	1,21		Données secondaires
Taux de mortalité avec le traitement MAM	Femmes	0,73	<3	<3	0,57	1,19		Données secondaires
	Hommes	0,54	<3	<3	0,51	0,93		Données secondaires
	Globalement	0,63	<3	<3	0,54	1,08		Données secondaires
Taux de non-réaction au traitement MAM	Femmes	0,25	<15	<15	2,28	2,38		Données secondaires
	Hommes	0,22	<15	<15	2,05	4,04		Données secondaires
	Globalement	0,23	<15	<15	2,17	3,1		Données secondaires
Taux de récupération avec le traitement MAM	Femmes	76,1	>75	>75	100,68	94,54		Données secondaires
	Hommes	72,8	>75	>75	90,35	91,3		Données secondaires
	Globalement	74,4	>75	>75	95,79	93,14		Données secondaires
Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois qui reçoivent un apport alimentaire minimum acceptable	Femmes	2,7	≥85	≥80	35,56	63,9	78,5	Enquête du PAM
	Hommes	20,29	≥85	≥80	34,48	71,5	82,24	Enquête du PAM
	Globalement	14,15	≥85	≥80	34,74	67,7	80,46	Enquête du PAM
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)	Femmes	100	>100	>50	98,8	95,46		Données secondaires
	Hommes	100	>100	>50	88,66	89,69		Données secondaires
	Globalement	100	>100	>50	94	92,88		Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Victimes d'inondations - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)	Femmes	11,16	≤4,25	≤7,25	9,47		17	Enquête du PAM
	Hommes	13,53	≤5,79	≤8,79	10,49		11	Enquête du PAM
	Globalement	11,84	≤4,69	≤7,69	9,99		14	Enquête du PAM
Score de diversité alimentaire	Femmes	4,68	=6	=6	3,2		4,67	Enquête du PAM
	Hommes	4,67	=6	=6	3,35		4,68	Enquête du PAM
	Globalement	4,68	=6	=6	3,28		4,68	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	43,79	≥76,4	≥71,45	17,23		44,2	Enquête du PAM
	Hommes	48,93	≥80,45	≥75,5	22,5		57,2	Enquête du PAM
	Globalement	47,45	≥79,87	≥74,92	19,93		50,7	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	20,71	≤17,69	≤10,8	37,08		36,4	Enquête du PAM
	Hommes	28,4	≤15,78	≤13,17	42,14		30,8	Enquête du PAM
	Globalement	26,19	≤15,74	≤11,9	39,67		33,6	Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	35,5	≤5,91	≤17,75	45,69		19,4	Enquête du PAM
	Hommes	22,67	≤3,77	≤11,33	35,36		12	Enquête du PAM
	Globalement	26,36	≤4,39	≤13,18	40,4		15,7	Enquête du PAM

Part des dépenses consacrées à l'alimentation	Femmes	28,1	≤9	≤14	36,33		25,8	Enquête du PAM
	Hommes	30,81	≤10,4	≤15,4	35,71		32,4	Enquête du PAM
	Globalement	29,78	≤9,89	≤14,89	36,01		29,1	Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Rapatriés - <b>Localisation</b> : Pool - <b>Modalité</b> : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - <b>Sous-activité</b> : Assistance alimentaire pour la création d'actifs								
Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)	Femmes	14,51	≤7	≤13,05	14,89			Enquête du PAM
	Hommes	14,78	≤7	≤12,47	13,65			Enquête du PAM
	Globalement	14,72	≤7	≤12,7	14,06			Enquête du PAM
Score de diversité alimentaire	Femmes	0	=6	=6	3,9			Enquête du PAM
	Hommes	0	=6	=6	4,09			Données secondaires
	Globalement	0	=6	=6	4,03			Données secondaires
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	27,97	>80	≥55,94	15,32			Suivi du programme du PAM
	Hommes	34,61	>80	≥69,22	19,84			Suivi du programme du PAM
	Globalement	32,84	>80	≥65,68	18,35			Suivi du programme du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	30,77	≤15	≤35,81	53,23			Suivi du programme du PAM
	Hommes	32,06	≤15	≤24,11	43,43			Suivi du programme du PAM
	Globalement	31,72	≤15	≤27,23	48,67			Suivi du programme du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	41,26	<5	≤8,25	31,45			Suivi du programme du PAM
	Hommes	33,33	<5	≤6,67	33,73			Suivi du programme du PAM
	Globalement	35,45	<5	≤7,09	32,98			Suivi du programme du PAM
Part des dépenses consacrées à l'alimentation	Femmes	81,39	≤8	≤20	35,89			Enquête du PAM
	Hommes	81,96	≤8	≤20	34,72			Enquête du PAM
	Globalement	81,83	≤8	≤20	35,11			Enquête du PAM
Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs	Globalement	0	=100	≥50	57,89			Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Rapatriés - <b>Localisation</b> : Pool - <b>Modalité</b> : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - <b>Sous-activité</b> : Prévention de la malnutrition aiguë								
Proportion de la population cible participant à un nombre adéquat de distributions (observance)	Femmes	0	>66	≥66	94,51	80	95,56	Données secondaires
	Hommes	0	>66	≥66	72,3	75,36	93,38	Données secondaires
	Globalement	0	>66	≥66	83,11	77,83	94,47	Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Rapatriés - <b>Localisation</b> : Pool - <b>Modalité</b> : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - <b>Sous-activité</b> : Traitement de la malnutrition aiguë modérée								

Taux d'abandon du traitement MAM	Femmes	0,18	<15	<15	2,33	1,94	6,95	Données secondaires
	Hommes	0	<15	<15	1,78	1,25	4,59	Données secondaires
	Globalement	0,18	<15	<15	2,05	1,62	5,77	Données secondaires
Taux de mortalité avec le traitement MAM	Femmes	0,15	<3	<3	1,43	0,65	0,65	Données secondaires
	Hommes	0,3	<3	<3	1,1	0,5	0,15	Données secondaires
	Globalement	0,22	<3	<3	1,26	0,58	0,4	Données secondaires
Taux de non-réaction au traitement MAM	Femmes	0,86	<15	<15	3,14	1,94	1,62	Données secondaires
	Hommes	0,65	<15	<15	2,4	2,74	0,98	Données secondaires
	Globalement	0,75	<15	<15	2,76	2,31	1,3	Données secondaires
Taux de récupération avec le traitement MAM	Femmes	80,6	>75	>75	106,83	94,4	95,9	Données secondaires
	Hommes	78,12	>75	>75	81,72	94,26	97,6	Données secondaires
	Globalement	79,36	>75	>75	93,94	94,34	96,75	Données secondaires
Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)	Femmes	50	=50	>50	93,47	83,91	97,35	Données secondaires
	Hommes	50	=50	>50	71,51	82	95,05	Données secondaires
	Globalement	50	=50	>50	82,2	83,01	96,2	Données secondaires
<b>Groupe cible</b> : Personnes vulnérables touchées par la pandémie de COVID - <b>Localisation</b> : Brazzaville - <b>Modalité</b> : Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Score de diversité alimentaire	Femmes	4,32	=6	=6	4,13	5,08		Enquête du PAM
	Hommes	4,61	=6	=6	3,91	5,2		Enquête du PAM
	Globalement	4,49	=6	=6	4,1	5,16		Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable	Femmes	50,5	≥80,25	≥70	40,7	70,5		Enquête du PAM
	Hommes	56,8	≥83,4	≥70	33,6	75,8		Enquête du PAM
	Globalement	53,7	≥81,85	≥70	39,8	74,4		Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages ayant un score limite de consommation alimentaire	Femmes	23,4	≤12,7	≥20	26,1	20,5		Enquête du PAM
	Hommes	24,8	≤10,4	≥20	30,8	20		Enquête du PAM
	Globalement	24,1	≤12,05	≥20	26,7	20,1		Enquête du PAM
Score de consommation alimentaire : Pourcentage de ménages avec un score de mauvaise consommation alimentaire	Femmes	26,1	<7,05	≤10	32,2	8,9		Enquête du PAM
	Hommes	18,4	<6,2	≤10	35,5	4,2		Enquête du PAM
	Globalement	22,2	<6,1	≤10	33,5	5,4		Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Personnes vulnérables touchées par la pandémie de COVID - <b>Localisation</b> : Brazzaville - <b>Modalité</b> : Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)	Femmes	18,4	≤5,98	≤9,2	14,34	14,37		Enquête du PAM
	Hommes	12,8	≤4,3	≤6,9	16,86	9,61		Enquête du PAM
	Globalement	15,6	≤5,7	≤7,8	14,64	13,8		Enquête du PAM
Part des dépenses consacrées à l'alimentation	Femmes	17,04	≤4,52	≤10	27,7	9,9		Enquête du PAM
	Hommes	20,86	≤6,43	≤10	27,1	10		Enquête du PAM
	Globalement	18,95	≤5,47	≤10	27,6	10,2		Enquête du PAM



Effet direct stratégique 02 : Des interventions équitables et de portée nationale en matière de protection sociale ciblent de manière effective les populations vulnérables, notamment les enfants d'âge scolaire, en leur donnant un accès continu à des aliments locaux sûrs et nutritifs				Causes profondes	
Résultats					
Activité 02 : Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.					
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts de type monétaire	Élèves (écoles primaires)	Alimentation scolaire (sur place)	Femmes	33 750	32 909
			Hommes	33 750	38 148
			<b>Total</b>	<b>67 500</b>	<b>71 057</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Élèves (écoles primaires)	Alimentation scolaire (rations alternatives à emporter)	Femmes	0	16 862
			Hommes	0	18 828
			<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>35 690</b>
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts alimentaires	Élèves (écoles primaires)	Alimentation scolaire (sur place)	Femmes	31 250	47 936
			Hommes	31 250	54 178
			<b>Total</b>	<b>62 500</b>	<b>102 114</b>
A.2 : Transferts alimentaires			TONNES	2 700	2 156
A.3 : Transferts de type monétaire			Dollars	2 655 000	441 285

Résultats					
Activité 02 : Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.					
Indicateur de sortie		Indicateur détaillé		Unité de mesure	Prévu Réel
A : Les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire reçoivent un repas quotidien quand ils vont à l'école, ce qui a pour effet d'améliorer leur accès à l'alimentation et à la nutrition, ainsi que leur éducation					
Alimentation scolaire (sur place)					
A.1 : Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des transferts de produits alimentaires/de type monétaire, des bons-produits ou des transferts visant à renforcer leurs moyens	A. 1.14 : Nombre de membres du personnel/agents de santé communautaire formés aux modalités de distribution des denrées alimentaires	Individu	7 510	6 490	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.14 : Nombre de latrines réhabilitées ou construites	latrine	8	16	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.19 : Nombre d'écoles aidées par le PAM	école	14	21	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.20 : Nombre d'écoles primaires aidées par le PAM	école	372	532	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.24 : Nombre d'écoles soutenues par le modèle d'alimentation scolaire local	école	22	144	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.45 : Nombre d'activités de soutien technique dans les écoles	activité	5	5	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.46 : Nombre d'écoles recevant des manuels scolaires et d'autres matériels d'enseignement et d'apprentissage fournis	école	123	84	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.MGD1.1.2 : Nombre de manuels et autres matériels d'enseignement et d'apprentissage fournis	article	7 300	23 082	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.MGD1.1.5 : Nombre d'administrateurs et de fonctionnaires scolaires formés ou certifiés	Individu	806	282	
A.6 : Nombre de sites institutionnels aidés	A.6.MGD1.4.4 : Nombre d'associations de parents d'élèves (APE) ou de structures similaires de gouvernance « scolaire » soutenues	structure	362	282	
A : Les enfants vulnérables bénéficient de capacités accrues en matière de préparation et de conservation des aliments					
Alimentation scolaire (sur place)					
A.5 : Quantité de produits non alimentaires distribués	A.5.19 : Quantité d'ustensiles de cuisine distribués (assiettes, cuillères, marmites, etc.)	article non alimentaire	12 000	43 760	
C : Les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire reçoivent un repas quotidien quand ils vont à l'école, ce qui a pour effet d'améliorer leur accès à l'alimentation, à la nutrition et à l'éducation					
Alimentation scolaire (sur place)					
C.4* : Nombre de personnes engagées dans des initiatives de renforcement des capacités facilitées par le PAM pour renforcer les capacités des acteurs nationaux de la sécurité alimentaire et de la nutrition (nouveau)	C.4*.1 : Nombre de membres du personnel du gouvernement/partenaire national bénéficiant d'une assistance technique et d'une formation	Individu	130	142	

Résultats								
Activité 02 : Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible</b> : Enfants en âge de fréquenter l'école primaire - <b>Localisation</b> : Congo, République du - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Alimentation scolaire (sur place)								

Taux de fréquentation scolaire (nouveau)	Femmes	93,27	=95	≥90	75,71	72,76	80,09	Suivi du programme du PAM
	Hommes	93,67	=95	≥90	78,13	70,11	79,33	
	Globalement	93,48	=95	≥90	76,98	71,34	79,68	
Taux d'abandon	Femmes	0,45	≤0,4	<3	3,17	2,91	0,45	Suivi du programme du PAM
	Hommes	0,43	≤0,4	<3	3	2,9	0,43	
	Globalement	0,44	≤0,4	<3	3,08	2,91	0,44	
Taux de scolarisation	Femmes	5,77	≥10	≥2	-5,75	-4	-12,81	Suivi du programme du PAM
	Hommes	5,83	≥10	≥2	-8,99	-13	19,81	
	Globalement	5,8	≥10	≥2	-7,51	-9	-6,33	
Ratio filles/garçons	Globalement	0,9	=1	≥0,95	0,91	0,9	0,87	Suivi du programme du PAM
Taux de passage en classe supérieure	Femmes	97,4	≥85	≥90	62,34	51	60,59	Suivi du programme du PAM
	Hommes	97,2	≥85	≥90	60,12	48	61,12	
	Globalement	97,73	≥85	≥90	61,15	50	60,87	
Taux de fidélisation	Femmes	97,4	=100	=98	96,83	97,09	99,55	Suivi du programme du PAM
	Hommes	97,2	=100	=98	97	97,1	99,57	
	Globalement	97,3	=100	=98	96,92	97,09	99,56	

<b>Effet direct stratégique 03 : Les petits exploitants et les communautés ciblées disposent de moyens d'existence productifs et durables qui renforcent les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle</b>				<b>Renforcement de la résilience</b>	
<b>Résultats</b>					
<b>Activité 04 : Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique</b>					
Indicateur détaillé	Groupe bénéficiaire	Sous-activité	Unité de mesure	Prévu	Réel
A.1 : Bénéficiaires recevant des transferts de renforcement des capacités	Tous	Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants	Femmes	195	926
			Hommes	330	792
			<b>Total</b>	<b>525</b>	<b>1 718</b>

<b>Résultats</b>								
<b>Activité 04 : Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique</b>								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible</b> : Petits exploitants agricoles - <b>Localisation</b> : Congo, République du - <b>Modalité</b> : Renforcement des capacités - <b>Sous-activité</b> : Activités de soutien aux marchés agricoles des petits exploitants								
Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) ciblés vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM	Femmes	60,6	=60	=55	53,9	52,63	65	Données secondaires
	Hommes	39,4	=40	=45	46,1	47,37	35	Données secondaires
	Globalement	100	=100	=100	100	100	100	Données secondaires
Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM : Valeur (dollars É.-U.)	Globalement	178 428,2	=508 544	=750 000	903 220	50 015,94	649 595,24	Données secondaires
Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM : Volume (tonnes)	Globalement	200	=350	=750	674	32,1	724,12	Données secondaires

<b>Résultats</b>								
<b>Activité 05 : Fournir des services liés aux chaînes d'approvisionnement à la demande des partenaires.</b>								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible</b> : Partenaires humanitaires - <b>Localisation</b> : Congo, République du - <b>Modalité</b> : Renforcement des capacités - <b>Sous-activité</b> : Prestations de services en général								
Taux de satisfaction des usagers	Globalement	87,5	=98	=95	100	80	90	Données secondaires

<b>Résultats</b>								
<b>Activité 06 : Fournir des services logistiques communs à la demande pour les partenaires.</b>								
Indicateur de résultat	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible</b> : Partenaires humanitaires - <b>Localisation</b> : Congo, République du - <b>Modalité</b> : Renforcement des capacités - <b>Sous-activité</b> : Prestations de services en général								
Taux de satisfaction des usagers	Globalement	87,5	=98	=95	100	80	90	Données secondaires

# Résultats transversaux

## Indicateurs de progrès vers l'égalité des sexes

Amélioration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes parmi la population assistée par le PAM								
Activité 01 : Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)								
Résultat transversal	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible :</b> Réfugiés centrafricains - <b>Localisation :</b> Likouala - <b>Modalité :</b> Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - <b>Sous-activité :</b> Distribution générale								
Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)	Globalement	40	≥65	≥25	20	33,33	40	Données secondaires
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises conjointement	Globalement	12,3	≥15	≤15	15,21	8,8	12,3	Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	45,3	≤25	≤25	27,88	28	45,3	Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	42,5	≥60	≥60	56,92	63,2	42,5	Enquête du PAM
<b>Groupe cible :</b> Demandeurs d'asile de la RDC - <b>Localisation :</b> Plateaux - <b>Modalité :</b> Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité :</b> Distribution générale								
Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)	Globalement	28,7	=50	=30	28,57	22,22	28,57	Données secondaires
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises conjointement	Globalement	17,2	≥20	≤20	27,82	32,1	45,5	Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	38,19	≤10	≤10	34,36	28,5	27,7	Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	44,61	≥70	≥70	37,82	39,4	26,8	Enquête du PAM

<b>Groupe cible</b> : Victimes d'inondations - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises conjointement	Globalement	13,7	≥15	≤20	47,71		13,7	Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	54,7	≤25	≥10	20,84		54,7	Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	31,6	≥60	≥70	31,44		31,6	Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Rapatriés - <b>Localisation</b> : Pool - <b>Modalité</b> : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - <b>Sous-activité</b> : Assistance alimentaire pour la création d'actifs								
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises conjointement	Globalement	10,54	≥20	≥20	22,07			Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	28,6	≤10	≤10	40,03			Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	60,87	≥70	=70	37,9			Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Personnes vulnérables touchées par la pandémie de COVID - <b>Localisation</b> : Brazzaville - <b>Modalité</b> : Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises conjointement	Globalement	40	≥60	≥40	7,7	40		Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les hommes	Globalement	7,3	≤10	≤5	4,7	7,3		Enquête du PAM
Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert - Décisions prises par les femmes	Globalement	52,7	≥30	≥55	87,7	52,7		Enquête du PAM



Activité 02 : Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.								
Résultat transversal	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible :</b> Enfants en âge de fréquenter l'école primaire - <b>Localisation :</b> Congo, République du - <b>Modalité :</b> Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité :</b> Alimentation scolaire (sur place)								
Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)	Globalement	22	=50	≥35	26	40	23	Suivi du programme du PAM

## Indicateurs de protection

Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

**Activité 01 : Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)**

Résultat transversal	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible : Réfugiés centrafricains - Localisation : Likouala - Modalité : Nourriture, Bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale</b>								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau) - -	Femmes	76	=100	=100	99,15	99,6	76	Enquête du PAM
	Hommes	79,3	=100	=100	98,53	99	79,3	Enquête du PAM
	Globalement	77,9	=100	=100	98,84	99,4	77,9	Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection (nouveau) - -	Femmes	85,1	=100	=100	97,88	97,7	85,1	Enquête du PAM
	Hommes	89,6	=100	=100	96,22	97,4	89,6	Enquête du PAM
	Globalement	87,7	=100	=100	97,04	97,6	87,7	Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont décents (nouveau) - -	Femmes	83,5	≥90	=100	95,75	88,2	83,5	Enquête du PAM
	Hommes	78,7	≥90	=100	95,38	88,1	78,7	Enquête du PAM
	Globalement	80,7	≥90	=100	95,56	88,1	80,7	Enquête du PAM
<b>Groupe cible : Demandeurs d'asile de la RDC - Localisation : Plateaux - Modalité : Nourriture, Bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale</b>								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau) - -	Femmes	100	=100	=100	98,77	98,2	94,1	Enquête du PAM
	Hommes	83,33	=100	=100	98,71	96,3	100	Enquête du PAM
	Globalement	88,89	=100	=100	98,73	96,8	95	Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection (nouveau) - -	Femmes	97,73	=100	=100	99,39	99,4	97,05	Enquête du PAM
	Hommes	97,16	=100	=100	97,67	97,3	100	Enquête du PAM
	Globalement	97,38	=100	=100	98,18	97,8	97,5	Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont décents (nouveau) - -	Femmes	28,18	≥90	=100	90,18	82,9	61,8	Enquête du PAM
	Hommes	60,97	≥90	=100	91,73	80,5	91,7	Enquête du PAM
	Globalement	89,15	≥90	=100	91,27	81,2	66,3	Enquête du PAM
<b>Groupe cible : Victimes d'inondations - Localisation : Likouala - Modalité : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - Sous-activité : Distribution générale</b>								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau) - -	Femmes	73,7	=100	=100	98,88		73,7	Enquête du PAM
	Hommes	65,8	=100	=100	100		65,8	Enquête du PAM
	Globalement	68,4	=100	=100	99,45		68,4	Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection (nouveau) - -	Femmes	94,7	=100	=100	97		94,7	Enquête du PAM
	Hommes	88,6	=100	=100	93,93		88,6	Enquête du PAM
	Globalement	90,6	=100	=100	95,43		90,6	Enquête du PAM
<b>Groupe cible : Victimes d'inondations - Localisation : Likouala - Modalité : Nourriture, Bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale</b>								
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont décents (nouveau) - -	Femmes	84,2	≥90	≥100	95,13		84,2	Enquête du PAM
	Hommes	78,5	≥90	≥100	89,64		78,5	Enquête du PAM
	Globalement	80,3	≥90	≥100	92,32		80,3	Enquête du PAM
<b>Groupe cible : Rapatriés - Localisation : Pool - Modalité : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - Sous-activité : Assistance alimentaire pour la création d'actifs</b>								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau) - -	Femmes	92,28	=100	=100	100			-
	Hommes	92,17	=100	=100	99,4			-
	Globalement	92,21	=100	=100	99,6			Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection (nouveau) - -	Femmes	98,56	=100	=100	95,16			Enquête du PAM
	Hommes	71,4	=100	=100	96,23			Enquête du PAM
	Globalement	98,99	=100	=100	95,88			Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont décents (nouveau) - -	Femmes	95,09	≥90	≥90	94,35			-
	Hommes	95	≥90	≥90	92,06			Enquête du PAM
	Globalement	95,03	≥90	≥90	92,82			-
<b>Groupe cible : Personnes vulnérables touchées par la pandémie de COVID - Localisation : Brazzaville - Modalité : Bon de valeur - Sous-activité : Distribution générale</b>								
Proportion de personnes ciblées ayant un accès sans entrave aux programmes du PAM (nouveau) - -	Femmes	98,7	=100	=100	95,2	98,7		Enquête du PAM
	Hommes	95,8	=100	=100	97,2	95,8		Enquête du PAM
	Globalement	97,25	=100	=100	95,4	97,25		Enquête du PAM

Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection (nouveau) - -	Femmes	92,8	=100	=100	94,7	92,8	Enquête du PAM
	Hommes	99,1	=100	=100	97,2	99,1	Enquête du PAM
	Globalement	95,95	=100	=100	95	95,95	Enquête du PAM
Proportion de personnes ciblées qui déclarent que les programmes du PAM sont décents (nouveau) - -	Femmes	85,3	≥90	≥90	89,5	85,3	Enquête du PAM
	Hommes	81,4	≥90	≥90	92,5	81,4	Enquête du PAM
	Globalement	83,35	≥90	≥90	89,9	83,35	Enquête du PAM

## Indicateurs de redevabilité envers les populations affectées

Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences								
Activité 01 : Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)								
Résultat transversal	Sexe	Base de référence	Cible fin PSP	Cible 2022	Suivi 2022	Suivi 2021	Suivi 2020	Source
<b>Groupe cible</b> : Réfugiés centrafricains - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance) - -	Femmes	92,6	=100	=100	98,3	72,8	92,6	-
	Hommes	97	=100	=100	96,01	77,9	97	-
	Globalement	95,1	=100	=100	97,15	74,8	95,1	Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Demandeurs d'asile de la RDC - <b>Localisation</b> : Plateaux - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance) - -	Femmes	28,79	=100	=100	98,16	85,4	66,2	Enquête du PAM
	Hommes	34,6	=100	=100	97,93	88,6	16,7	Enquête du PAM
	Globalement	32,36	=100	=100	98	87,7	58,8	Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Victimes d'inondations - <b>Localisation</b> : Likouala - <b>Modalité</b> : Nourriture, Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance) - -	Femmes	100	=100	=100	91,39		97,4	Enquête du PAM
	Hommes	100	=100	=100	84,29		84,8	Enquête du PAM
	Globalement	100	=100	=100	87,75		88,9	-
<b>Groupe cible</b> : Rapatriés - <b>Localisation</b> : Pool - <b>Modalité</b> : Espèces, produits alimentaires, bons de valeur - <b>Sous-activité</b> : Assistance alimentaire pour la création d'actifs								
Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance) - -	Femmes	5,16	≥100	≥90	93,95			Enquête du PAM
	Hommes	22,55	≥100	≥90	96,23			Enquête du PAM
	Globalement	27,71	≥100	≥90	95,48			Enquête du PAM
<b>Groupe cible</b> : Personnes vulnérables touchées par la pandémie de COVID - <b>Localisation</b> : Brazzaville - <b>Modalité</b> : Bon de valeur - <b>Sous-activité</b> : Distribution générale								
Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance) - -	Femmes	94,2	≥95	≥95	89,8	94,2		Enquête du PAM
	Hommes	90,9	≥95	≥95	86	90,09		Enquête du PAM
	Globalement	92,14	≥95	≥95	89,3	92,14		Enquête du PAM

Photo de la page de couverture © PAM/Celia Boumpoutou

Des écoliers à l'heure du déjeuner à l'école Jean Kimbembé de Kinkala,  
département du Pool

**Programme alimentaire mondial**

<https://www.wfp.org/countries/congo>

# Section financière

*Les informations financières sont tirées des registres financiers du PAM  
qui ont été soumis aux auditeurs du PAM.*

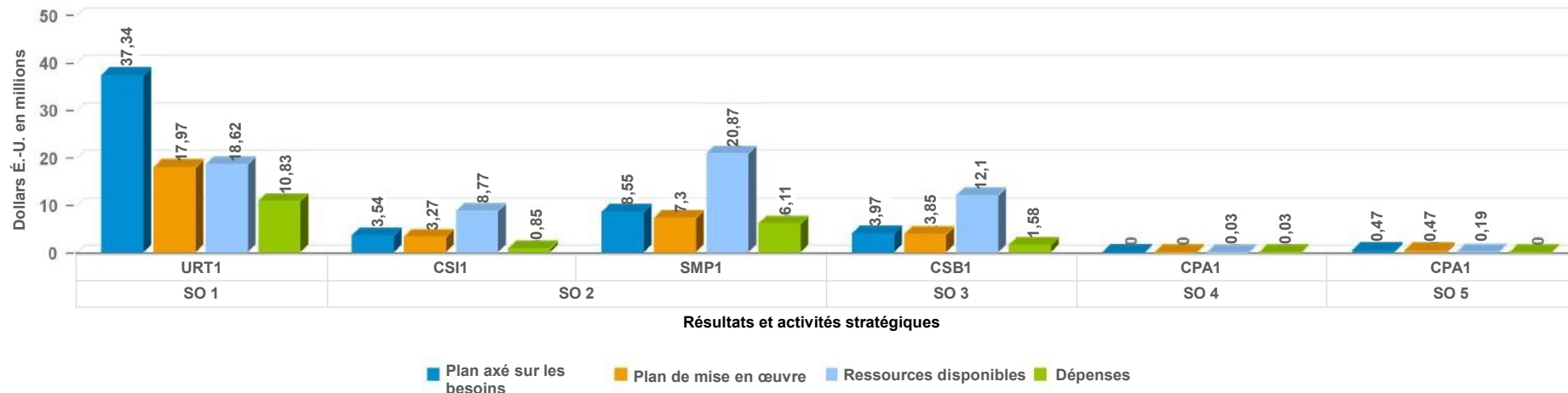


# Rapport annuel de pays

Congo (Brazzaville) Budget du Portefeuille de Pays 2022 (2019-2024)

Aperçu financier annuel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022 (montant en dollars É.-U.)

Vue d'ensemble annuelle du BPP



Code	Effet direct stratégique
SO 1	Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un choc ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année
SO 2	Des interventions équitables et de portée nationale en matière de protection sociale ciblent de manière effective les populations vulnérables, notamment les enfants d'âge scolaire, en leur donnant un accès continu à des aliments locaux sûrs et nutritifs
SO 3	Les petits exploitants et les communautés ciblées disposent de moyens d'existence productifs et durables qui renforcent les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle
SO 4	Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que les systèmes nationaux, bénéficient des compétences techniques et des services du PAM
SO 5	Les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement ont accès à l'expertise du PAM
Code	Description longue des activités du pays
CPA1	Fournir des services logistiques communs à la demande pour les partenaires.
CPA1	Fournir des services liés aux chaînes d'approvisionnement à la demande des partenaires.
CSB1	Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique
CSI1	Fournir un appui technique au Gouvernement pour que les interventions touchant la protection sociale menées en réponse aux chocs le soient de façon plus efficace.
SMP1	Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.
URT1	Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)

# Rapport annuel de pays

## Congo (Brazzaville) Budget du Portefeuille de Pays 2022 (2019-2024)

### Aperçu financier annuel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022 (montant en dollars É.-U.)

Résultat stratégique	Effet direct stratégique	Activité	Plan axé sur les besoins	Plan de mise en œuvre	Ressources disponibles	Dépenses
	Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un choc ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année	Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)	37 341 088	17 968 723	18 624 219	10 828 828
1.	Des interventions nationales équitables en matière de protection sociale ciblent efficacement les populations vulnérables, y compris les enfants d'âge scolaire, en leur offrant un accès durable à des aliments sûrs et nutritifs	Fournir un appui technique au Gouvernement pour que les interventions touchant la protection sociale menées en réponse aux chocs le soient de façon plus efficace.	3 535 959	3 274 373	8 773 643	851 945
		Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.	8 547 757	7 296 085	20 873 460	6 111 433
<b>Sous-total du résultat stratégique 1. Tout le monde a accès à la nourriture (cible 2.1 des ODD)</b>			<b>49 424 804</b>	<b>28 539 181</b>	<b>48 271 322</b>	<b>17 792 206</b>
3	Les petits exploitants et les communautés ciblées disposent de moyens d'existence productifs et durables qui renforcent les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle	Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique	3 967 483	3 852 303	12 101 836	1 580 199
<b>Sous-total du résultat stratégique 3. Les petits exploitants ont amélioré la sécurité alimentaire et la nutrition (cible 2.3 des ODD)</b>			<b>3 967 483</b>	<b>3 852 303</b>	<b>12 101 836</b>	<b>1 580 199</b>

# Rapport annuel de pays

## Congo (Brazzaville) Budget du Portefeuille de Pays 2022 (2019-2024)

### Aperçu financier annuel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022 (montant en dollars É.-U.)

Résultat stratégique	Effet direct stratégique	Activité	Plan axé sur les besoins	Plan de mise en œuvre	Ressources disponibles	Dépenses
5	Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que les systèmes nationaux, bénéficient des compétences techniques et des services du PAM	Fournir des services liés aux chaînes d'approvisionnement à la demande des partenaires.	0	0	33 676	32 781
<b>Sous-total du résultat stratégique 5. Les pays ont renforcé leur capacité à mettre en œuvre les ODD (cible 17.9 des ODD)</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33 676</b>	<b>32 781</b>
8	Les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement ont accès à l'expertise du PAM	Fournir des services logistiques communs à la demande pour les partenaires.	467 211	467 211	187 900	4 951
<b>Sous-total du résultat stratégique 8. Le partage des connaissances, de l'expertise et des technologies renforce le soutien du partenariat mondial aux efforts déployés par les pays pour atteindre les ODD (cible 17.16 des ODD)</b>			<b>467 211</b>	<b>467 211</b>	<b>187 900</b>	<b>4 951</b>
	Non spécifique à un SO	Non spécifique à une activité	0	0	8 861 482	0
<b>Sous-total du résultat stratégique</b>			<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8 861 482</b>	<b>0</b>
<b>Coût opérationnel direct total</b>			<b>53 859 498</b>	<b>32 858 695</b>	<b>69 456 217</b>	<b>19 410 137</b>
<b>Coûts d'appui directs (CAD)</b>			<b>2 208 853</b>	<b>1 816 672</b>	<b>4 017 430</b>	<b>1 588 419</b>
<b>Coûts directs totaux</b>			<b>56 068 350</b>	<b>34 675 367</b>	<b>73 473 647</b>	<b>20 998 557</b>
<b>Coûts d'appui indirects (CAI)</b>			<b>3 612 829</b>	<b>2 221 851</b>	<b>1 191 054</b>	<b>1 191 054</b>
<b>Grand total</b>			<b>59 681 179</b>	<b>36 897 218</b>	<b>74 664 701</b>	<b>22 189 610</b>



Wanee Piyabongkarn  
Chef

Section de la comptabilisation des contributions et de la production des rapports financiers pour les donateurs

## Définition des colonnes

---

### Plan axé sur les besoins

Dernière version annuelle approuvée des besoins opérationnels en décembre de l'année de référence. Les plans axés sur les besoins du PAM constituent un appel à ressources pour la mise en œuvre d'opérations conçues en fonction des évaluations des besoins effectuées en collaboration avec les homologues gouvernementaux et les partenaires

### Plan de mise en œuvre

À partir de janvier de la période de référence, qui représente les besoins opérationnels initiaux priorisés en tenant compte des prévisions de financement, des ressources disponibles et des défis opérationnels

### Ressources disponibles

Solde non dépensé des ressources reportées, contribution allouée dans l'année en cours, avances et autres ressources dans l'année en cours. Cela exclut les contributions qui sont stipulées par le donateur pour être utilisées dans les années à venir

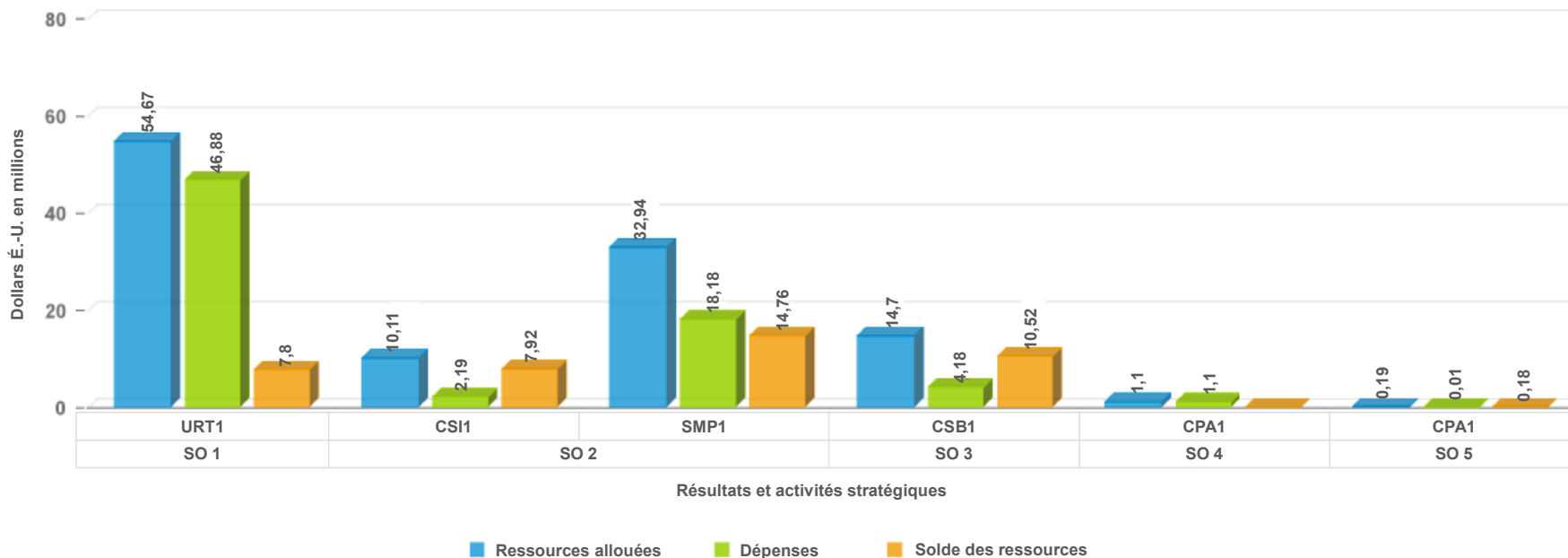
### Dépenses

Valeur monétaire des biens et services reçus et enregistrés au cours de l'année de référence

# Rapport annuel de pays

## Congo (Brazzaville) Budget du Portefeuille de Pays 2022 (2019-2024) Aperçu financier cumulé au 31 décembre 2022 (montant en dollars É.-U.)

### Vue d'ensemble du BPP cumulé



Code	Effet direct stratégique
SO 1	Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un choc ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année
SO 2	Des interventions équitables et de portée nationale en matière de protection sociale ciblent de manière effective les populations vulnérables, notamment les enfants d'âge scolaire, en leur donnant un accès continu à des aliments locaux sûrs et nutritifs
SO 3	Les petits exploitants et les communautés ciblées disposent de moyens d'existence productifs et durables qui renforcent les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle
SO 4	Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que les systèmes nationaux, bénéficient des compétences techniques et des services du PAM
SO 5	Les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement ont accès à l'expertise du PAM
Code	Activité du pays - Description longue
CPA1	Fournir des services logistiques communs à la demande pour les partenaires.
CPA1	Fournir des services liés aux chaînes d'approvisionnement à la demande des partenaires.
CSB1	Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique
CS11	Fournir un appui technique au Gouvernement pour que les interventions touchant la protection sociale menées en réponse aux chocs le soient de façon plus efficace.
SMP1	Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.
URT1	Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)

# Rapport annuel de pays

Congo (Brazzaville) Budget du Portefeuille de Pays 2022 (2019-2024)

Aperçu financier cumulé au 31 décembre 2022 (montant en dollars É.-U.)

Résultat stratégique	Effet direct stratégique	Activité	Plan axé sur les besoins	Contributions allouées	Avance et allocation	Ressources allouées	Dépenses	Solde des ressources
1.	Les personnes en situation d'insécurité alimentaire touchées par un choc ont accès à une alimentation suffisante tout au long de l'année	Fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle assortie ou non de conditions aux personnes touchées par un choc. (catégorie 1 ; modalité produits alimentaires/transferts de type monétaire)	85 179 153	53 469 597	1 204 419	54 674 016	46 878 625	7 795 391
		Non spécifique à une activité	0	0	0	0	0	0
	Des interventions nationales équitables en matière de protection sociale ciblent efficacement les populations vulnérables, y compris les enfants d'âge scolaire, en leur offrant un accès durable à des aliments sûrs et nutritifs	Fournir aux écoliers ciblés des repas scolaires adaptés, nutritifs et ne présentant aucun risque sanitaire.	25 989 480	32 939 208	0	32 939 208	18 177 181	14 762 027
		Fournir un appui technique au Gouvernement pour que les interventions touchant la protection sociale menées en réponse aux chocs le soient de façon plus efficace.	8 914 524	10 108 248	0	10 108 248	2 186 550	7 921 698
<b>Sous-total du résultat stratégique 1. Tout le monde a accès à la nourriture (cible 2.1 des ODD)</b>			<b>120 083 157</b>	<b>96 517 053</b>	<b>1 204 419</b>	<b>97 721 472</b>	<b>67 242 357</b>	<b>30 479 116</b>

Ce rapport généré par ordinateur est certifié par le chef de la Section de la comptabilisation des contributions et de la production des rapports financiers pour les donateurs (FINC)

# Rapport annuel de pays

Congo (Brazzaville) Budget du Portefeuille de Pays 2022 (2019-2024)

Aperçu financier cumulé au 31 décembre 2022 (montant en dollars É.-U.)

Résultat stratégique	Effet direct stratégique	Activité	Plan axé sur les besoins	Contributions allouées	Avance et allocation	Ressources allouées	Dépenses	Solde des ressources
3	Les petits exploitants et les communautés ciblées disposent de moyens d'existence productifs et durables qui renforcent les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle	Fournir aux petits exploitants un appui analytique et technique ainsi que le matériel voulu pour encourager l'adoption de modes de production et de moyens d'existence fondés sur la logique du marché et résilients face au changement climatique	13 757 160	14 703 507	0	14 703 507	4 181 870	10 521 637
<b>Sous-total du résultat stratégique 3. Les petits exploitants ont amélioré la sécurité alimentaire et la nutrition (cible 2.3 des ODD)</b>			<b>13 757 160</b>	<b>14 703 507</b>	<b>0</b>	<b>14 703 507</b>	<b>4 181 870</b>	<b>10 521 637</b>
5	Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement, ainsi que les systèmes nationaux, bénéficient des compétences techniques et des services du PAM	Fournir des services liés aux chaînes d'approvisionnement à la demande des partenaires.	1 948 801	1 098 325	0	1 098 325	1 097 430	895
<b>Sous-total du résultat stratégique 5. Les pays ont renforcé leur capacité à mettre en œuvre les ODD (cible 17.9 des ODD)</b>			<b>1 948 801</b>	<b>1 098 325</b>	<b>0</b>	<b>1 098 325</b>	<b>1 097 430</b>	<b>895</b>
8	Les acteurs nationaux de l'aide humanitaire et du développement ont accès à l'expertise du PAM	Fournir des services logistiques communs à la demande pour les partenaires.	1 516 552	188 147	0	188 147	5 198	182 950
<b>Sous-total du résultat stratégique 8. Le partage des connaissances, de l'expertise et des technologies renforce le soutien du partenariat mondial aux efforts déployés par les pays pour atteindre les ODD (cible 17.16 des ODD)</b>			<b>1 516 552</b>	<b>188 147</b>	<b>0</b>	<b>188 147</b>	<b>5 198</b>	<b>182 950</b>
	Non spécifique à un SO	Non spécifique à une activité	0	8 861 482	0	8 861 482	0	8 861 482
<b>Sous-total du résultat stratégique</b>			<b>0</b>	<b>8 861 482</b>	<b>0</b>	<b>8 861 482</b>	<b>0</b>	<b>8 861 482</b>
<b>Coût opérationnel direct total</b>			<b>137 305 670</b>	<b>121 368 515</b>	<b>1 204 419</b>	<b>122 572 934</b>	<b>72 526 854</b>	<b>50 046 080</b>

Ce rapport généré par ordinateur est certifié par le chef de la Section de la comptabilisation des contributions et de la production des rapports financiers pour les donateurs (FINC)



# Rapport annuel de pays

Congo (Brazzaville) Budget du Portefeuille de Pays 2022 (2019-2024)  
Aperçu financier cumulé au 31 décembre 2022 (montant en dollars É.-U.)

Résultat stratégique	Effet direct stratégique	Activité	Plan axé sur les besoins	Contributions allouées	Avance et allocation	Ressources allouées	Dépenses	Solde des ressources
Coûts d'appui directs (CAD)			7 497 391	7 565 913	142 603	7 708 516	5 279 505	2 429 011
Coûts directs totaux			144 803 062	128 934 427	1 347 022	130 281 449	77 806 359	52 475 091
Coûts d'appui indirects (CAI)			9 173 547	7 529 205		7 529 205	7 529 205	0
Grand total			153 976 609	136 463 632	1 347 022	137 810 654	85 335 564	52 475 091

Ce rapport financier à l'intention des donateurs est provisoire  
Wanee Piyabongkarn Chef  
Section de la comptabilisation des contributions et de la production des rapports financiers pour les donateurs

## Définition des colonnes

---

### Plan axé sur les besoins

Dernière version approuvée des besoins opérationnels. Les plans axés sur les besoins du PAM constituent un appel à ressources pour la mise en œuvre d'opérations conçues en fonction des évaluations des besoins effectuées en collaboration avec les homologues gouvernementaux et les partenaires

### Contributions allouées

Contributions confirmées ajustées en fonction des variations de taux de change, contributions multilatérales, revenus divers, ressources transférées, recouvrement des coûts et autres ajustements financiers (par exemple refinancement). Cela exclut les avances et allocations internes ainsi que les contributions dont l'utilisation est prévue pour les années à venir par le donateur.

### Avance et allocation

Ressources internes avancées/allouées mais non remboursées. Cela comprend différents types d'avances internes (prêt de projet interne ou préfinancement global) et d'allocations (compte d'intervention immédiate)

### Ressources allouées

Somme des contributions allouées, des avances et des dépenses d'allocation

Valeur monétaire cumulée des biens et services reçus et enregistrés au cours de la période de référence

### Solde des ressources

Ressources allouées moins les dépenses